

# Commune de GANDRANGE (57)



**REVISION DU** 

# PLAN LOCAL D'URBANISME

# **Annexes**

Pièce n°10



Dossier Enquête Publique

Document conforme à la délibération du Conseil Municipal du 13/03/2025 arrêtant le projet de révision du PLU.

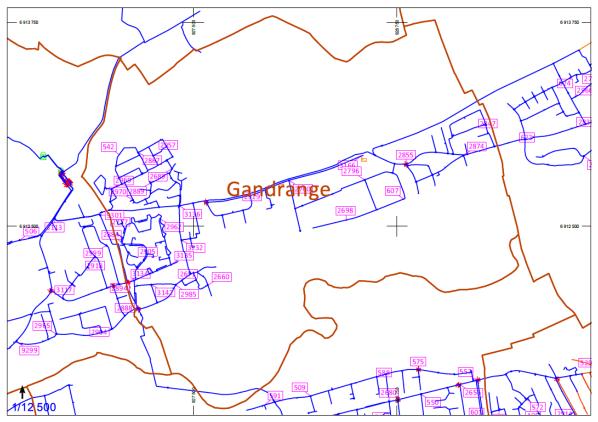
Le Maire,



# Sommaire

1- Annexes sanitaires	3
2- Périmètre de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC)	5
3- Classement des infrastructures de transports terrestres	11
4- Servitudes d'Utilité Publique	44
5- Aléas hydrauliques pour la crue centennale	48
6-Risque de remontées de nappe	49
7-Aléa Retrait-gonflement des argiles	51
8-Aléa sismique	52
9-Potentiel radon	54
10-Installations Classées	56
11-Sites pollués ou potentiellement pollués et anciens sites industriels ou activités de service	57
12-Installations nucléaires de base	59
13-Canalisations de transport de matières dangereuses	60
14-Forêts relevant du régime forestier	97
15-Secteur d'information des sols	98
16-Tave d'Aménagement	104

# 1- Annexes sanitaires

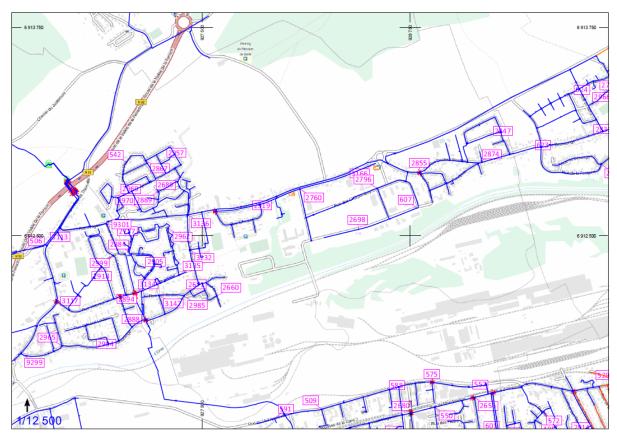


Plan du réseau d'alimentation en eau potable – Vue générale du ban sans cadastre (Source : Commune de Gandrange)



Plan du réseau d'alimentation en eau potable – Vue générale du ban avec cadastre (Source : Commune de Gandrange)

Plan Local d'Urbanisme de GANDRANGE | ESTERR



Plan du réseau d'alimentation en eau potable – Zoom sur la trame urbaine (Source : Commune de Gandrange)



Plan du réseau d'assainissement de Gandrange (Source : Commune de Gandrange)

# Plans disponibles en résolution native dans la pièce n°11

Plan Local d'Urbanisme de GANDRANGE | ESTERR

# 2- Périmètre de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC)

Département

d e la Moselle

Arrondissement

d e Thionville

Nombre des conseillers élus:

DIX NEUF

Conseillers en fonctions:

DIX NEUF

Conseillers présents:

SEIZE\_\_

COMMUNE de

GANDRANGE

3 JUIN 1991

A LA SOUS PREFECTURE DE THIONVILLE

Extrait du procès-verba

des délibérations du Conseil

Séance du

24 MAI

1991

HECU

1 F

Sous la présidence de M. Michel BIGARE, Maire

Membres présents . Mmes JUNG - BOIN - HERZIG - MASSON

Mrs FIASEK - GRUNDHEBER - HOENEN - MERCIEF

FLAJOLET - LANDFRIED - DEBRA - WYRWAS - LECLERE - MOCKELS -

PETRY

Membres absents excusés : Mrs GOLIN - CLOSSET - FASSBENDER

A donné délégation de vote : Mr. GOLIN à Mr. BIGARE

O B J E T: Création ZAC de BREQUETTE

XXXV

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré et ;

- VU le code de l'urbanisme et notamment les articles L 111-1-1, L 123-6, L 123-7 L 300-2, L 311-1 à L 311-6, R 311-1 à R 311-8 ;
- VU l'article 1 585 C du code général des impôts, ensemble l'article 317 quinquies de l'annexe II dudit code ;
- VU le décret n° 77-1141 du 12 octobre 1977 pris pour l'application de l'article 2 de la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature ;
- VU le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme approuvé le 11 janvier 1974 et modifié par décret interministériel du 21 septembre 1978 ;
- VU le plan d'occupation des sols de Gandrange approuvé le 28 juin 1985
- VU le plan d'occupation des sols de Gandrange modifié le 1er juillet 1988
- VU la délibération du Conseil Municipal en date du 5 avril 1990 instituant un droit de préemption urbain, notamment sur les parties du territoire couvertes par la zone ;
- VU la délibération du Conseil Municipal en date du 28 mars 1991 relative aux modalités de concertation préalables aux opérations d'aménagement, que suite à cette concertation aucune remarque des habitants ou autres personnes concernées n'a été formulée sur le registre ouvert à cet effet ;

.../...

### DECIDE

DE CREER sur une partie du territoire de la commune délimitée par un trait discontinu sur le plan 1/1000 ème annexé à la présente décision, une zone d'aménagement concerté ayant pour objet l'aménagement et l'équipement des terrains en vue principalement de la construction de bâtiments à usage d'activités industrielles, artisanales, de commerce, d'entrepôts, de bureaux, de services et également à usage d'habitation;

La zone ainsi créée est dénommée Zone d'Aménagement concerté de BREQUETTE.

En application de l'article R 311-4 (1°) du code de l'urbanisme, l'aménagement et l'équipement de la zone seront conduits directement par la commune.

Sera mis à la charge des constructeurs au moins le coût des équipements visés à l'article 317 quater de l'annexe II du code général des impôts.

Il sera établi un plan d'aménagement de zone.

Sollicite l'utilité publique de l'opération.

La présente décision sera afichée en Mairie pendant une durée d'un mois. Elle fera en outre l'objet d'une mention dans deux au moins des journaux mis en vente dans le Département. Un exemplaire du plan annexé sera également déposé en Mairie et ce dépôt sera signalé par affichage.

Fait et délibéré à Gandrange les jour, moi et an susdits. Tous les conseillers présents ont signé au registre.

> POUR COPIE CONFORME GANDRANGE, le 7 JUIN 1991

> > Le Maire,

COMMUNE de GANDRANGE

REQU A LA SOUS PREFECTURE DE THIONVILLE LE 2 4 FEV. 1992

Département de la Moselle

Arrondissement

d e Thionville

Nombre des conseillers élus:

DIX NEUF

Conseillers en fonctions:

DIX NEUF

Conseillers présents :

DIX SEPT

Extrait du procès verbal

des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 10 FEVRIER 1992

Sous la présidence de M. Michel BIGARE, Maire

Membres présents : Mmes JUNG - BOIN - HERZIG - MASSON

Mrs FIASEK - GRUNDHEBER - HOENEN - MERCIE FLAJOLET - LANDFRIED - GOLIN - DEBRA - WYRWAS - FASSBENDER

PETRY - LECLERE -

Membres absents excusés : Mrs CLOSSET - MOCKELS

A donné délégation de vote : Mr. MOCKELS à Mme JUNG

OBJET: Z.A.C. de BREQUETTE Approbation du P.A.Z.

Χ

# LE CONSEIL MUNICIPAL,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 111-1-1, L 311-1 et suivants et R 311-10 à R 311-19;

Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme Métropole Lorrain approuvé le 11 janvier 1974 et modifié par décret interministériel du 21 septembre 1978 ;

Vu le Plan d'Occupation des Sols de GANDRANGE approuvé le 28 juin 198 et modifié le 1er juillet 1988 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 24 mai 1991 créant la zone ;

Vu l'arrêté du Maire en date du 22 juillet 1991 prescrivant une enquête publique sur le P.A.Z. de la Z.A.C. et conjointement sur la déclaration d'utilité publique de la Z.A.C.

Vu l'arrêté du Maire en date du 8 novembre 1991 prescrivant, suite à la demande de la D.D.E., une enquête publique complémentaire rendue nécessaire vu les modifications apportées au P.A.Z. en ce qui concerne l'aménagement des accés à la zone depuis la R.D. 54.

Vu les conclusions motivées du Commissaire-Enquêteur ;

.../...

Sur proposition de M. le Maire,

## A L'UNANIMITE,

- APPROUVE le Plan d'Aménagement de la zone de la I.A.C. dite de BREQUETTE à GANDRANGE tel qu'il est annexé à la présente décision .
- PRECISE que la présente décision sera affichée en Mairie pendant une durée d'un mois . Elle fera, en outre, l'objet d'une mention dans deux au moins des journaux mis en vente dans le département. Un exemplaire du P.A.Z. sera également déposé à la Mairie de GANDRANGE où ce dépôt sera signalé par affichage .

Fait et délibéré à Gandrange les jour, mois et an susdits . Tous les conseillers présents ont signé au registre .

> POUR COPIE CONFORME GANDRANGE, le 17 février 1992 Le Maire,



COMMUNE de GANDRANGE

Départementeçu de la Mosella sous prefecture de THIOMVILLE

Arrondissetten

2 4 FEV. 1998E HO

de Thionville

Extrait du procès-verbal des délibérations du Conseil Municipal

Nombre des conseillers élus:

DIX NEUF

VIX NLUI

Conseillers en fonctions:

DIX NEUF

Conseillers présents :

DIX SEPT

Séance du 10 FEVRIER 1992

Sous-la présidence de M. Michel BIGARE, Maire

Membres présents : Mmes JUNG - BOIN - HERZIG - MASSON

Mrs FIASEK - GRUNDHEBER - HOENEN - MERCIE

FLAJOLET - LANDFRIED - GOLIN - DEBRA - WYRWAS - FASSBENDER

PETRY - LECLERE -Membres absents excusés : Mrs CLOSSET - MOCKELS

A donné délégation de vote : Mr. MOCKELS à Mme JUNG

OBJET: Z.A.C. de BREQUETTE Approbation du Programme d' Equipement Public

ΧI

# LE CONSEIL MUNICIPAL,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 311-1 et suivants et R 311-11 à R 311-19 ;

Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme Nord Métropole Lorraine approuvé le 11 janvier 1974 et modifié par décret interministériel du 21 septembre 1978 ;

Vu le Plan d'Occupation des Sols de GANDRANGE approuvé le 28 juin 1985 et modifié le 1er juillet 1988 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 24 MAI 1991 créant la zone ,

Considérant que la commune s'est engagée à assumer les conséquences financières de la réalisation de la zone et à définir les conditions dans lesquelles l'opération doit se dérouler,

Sur proposition de M. le Maire,

## A L'UNANIMITE,

- APPROUVE le programme des équipements publics de la zone d'Aménagement Concerté dite de BREQUETTE tel qu'il est annexé à la présente décision .
- PRECISE que la présente décision sera affichée en mairie pendant une durée d'un mois .

Fait et délibéré à Gandrange les jour, mois et an susdits . Tous les conseillers présents ont signé au registre .

POUR COPIE CONFORME GANDRANGE, le 17 février 1992 Le Maire,

OSELLE \*

M 15 - 1. St. 2122-74

# 3- Classement des infrastructures de transports terrestres

La commune est concernée par les départementales D652; D54 et RD8 qui ont fait l'objet du classement suivant :

Voie	De à	Catégorie de classement
RN 52	Echangeur A4 (Semécourt) à A30	2
RD 54	54 Vitry-sur-Orne à RD 953 3 et 4	
RD 8	RN 52 à rue d'Amnéville (Mondelange)	3

La largeur maximale des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de la voie est de :

- 300m pour la catégorie 7,
- 250m pour la catégorie 2 ;
- 100m pour la catégorie 3 ; 30m pour la catégorie 4 ; 10m pour la catégorie 5.

L'arrêté préfectoral n° 2013-DDT/OBS-2 du 21 mars 2013 classe les infrastructures de transports terrestres routières nationales en 5 catégories ; il fixe les niveaux d'isolation acoustique auxquels doivent répondre les bâtiments affectés par le bruit.

L'arrêté préfectoral n° 2014-DDT/OBS-OI du 27 février 2014 classe les infrastructures de transports terrestres routières départementales en 5 catégories ; il fixe les niveaux d'isolation acoustique auxquels doivent répondre les bâtiments affectés par le bruit.





# Recueil des Actes Administratifs

Numéro 45 – 10/04/2013

# Sommaire

# Préfecture - Direction des Libertés Publiques

Arrêté - 2013-DLP/BUPE-104 en date du 10 avril 2013

modifiant l'arrêté préfectoral 2008-DEDD/3-129 du 1er août 2008 portant désignation des membres de la Commission locale de l'eau chargée de l'élaboration, de l'actualisation et du suivi du schéma d'aménagement et de gestion des eaux du bassin houiller

Arrêté - n° 2013-DLP/CIRC-77 du 8 avril 2013

Portant autorisation d'organiser un duathlon, intitulé « 8ème Duathlon Sprint de Sarreguemines » le 14 avril 2013

Arrêté - n° 2013-DLP/CIRC-90 du 8 avril 2013

Portant autorisation d'organiser une course de côte automobile

à Abreschviller - Saint Quirin le 27 et le 28 avril 2013

Arrêté - n° 2013-DLP/CIRC-91 du 8 avril 2013

Portant autorisation d'organiser une épreuve de motocross comptant pour le championnat de France MX1 et le championnat Alsace-Lorraine MX1 MX2 à BITCHE le 20 et le 21 avril 2013

# Préfecture - Direction des Collectivités Territoriales et des Affaires Juridiques

Arrêté - 2013-DCTAJ/1- 013 du 10 avril 2013

portant extension des compétences de la communauté de communes du Val de Moselle

# Secrétariat Général pour les Affaires Régionales

Arrêté - SGAR-2013-90 en date du 21 mars 2013

portant délégation de pouvoirs en matière de délivrance des autorisations de coupes non réglées par un aménagement

# Direction Départementale des Territoires de la Moselle

Arrêté - 2013-DDT-SG/AJC n° 5 du 4/4/2013

Mise en conformité de l'AFAFAF de SARRALTROFF

Arrêté - 2013-DDT/OBS-2 en date du 21 mars 2013

relatif au classement sonore des infrastructures de transports terrestres routières (Réseau concédé et non concédé de l'Etat) et à l'isolement acoustique des bâtiments affectés par le bruit sur le territoire du département de la Moselle

Arrêté - 2013-DDT/SABE/EAU-13 en date du 28 mars 2013

portant agrément du président et du trésorier de l'Association agréée pour la pêche et la protection du milieu aquatique de CHATEAU-SALINS

Arrêté - 2013-DDT/SABE/EAU-14 en date du 28 mars 2013

portant agrément du président et du trésorier de l'Association agréée pour la pêche et la protection du milieu aquatique LA GAULE DE MAGNY

Arrêté - 2013-DDT/SABE/EAU-17 en date du 27 mars 2013

portant modification de l'arrêté 2013-DDT/SABE/EAU-04 en date du 12 février 2013 autorisant le Conseil Général à remplacer le pont de Rapilly sur les communes de ENNERY et HAUCONCOURT

Arrêté - 2013-DDT/SABE/EAU-18 en date du 4 avril 2013

portant autorisation pour la capture et la remise à l'eau du poisson en préalable aux travaux d'entretien de la vanne n°3 du barrage d'ARGANCY

Arrêté - 2013-DDT/SABE/EAU-20 en date du 4 avril 2013

portant autorisation pour la capture et la remise à l'eau du poisson en préalable des travaux sur l'écluse à grand gabarit d'ARS-SUR-MOSELLE

Arrêté - N° DDT-SRECC-2013-1 du 31 janvier 2013

portant approbation de la modification du Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles « inondations » (PPRNi) de la commune de TALANGE

# Direction Départementale de la Cohésion Sociale de la Moselle

Arrêté - Arrêté n° 2013-23 du 8 avril 2013

portant correction de l'arrêté DDCS n° 2013-8 du 12 février 2013 modifiant l'arrêté du 12 janvier 2012 portant création du CT de la DDCS de Moselle

Arrêté - Arrêté n° 2013-24 du 8 avril 2013

portant correction de l'arrêté DDCS n° 2013-7 du 12 février 2013

# Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du

# Arrêté 2013-DDT/OBS-2 en date du 21 mars 2013

relatif au classement sonore des infrastructures de transports terrestres routières (Réseau concédé et non concédé de l'Etat) et à l'isolement acoustique des bâtiments affectés par le bruit sur le territoire du département de la Moselle

Direction : Direction Départementale des Territoires de la Moselle

Signalaire: Olivier du CRAY

Qualité du Signataire : Socrétaire Général de la Prétecture de la Moselle

Date de signature : 21 03/2013

Lieu de consultation du document : DDT/MOTP/MB

Date de publication: 10 04/2013

14



Direction Départementale des Territoires de la Moselle Mission Bruit

# ARRETÉ

N° 2013-D.D.T /OBS- 2 DU

2 1 MARS 2013

RELATIF AU CLASSEMENT SONORE
DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORTS TERRESTRES ROUTIERES
(RESEAU CONCEDE ET NON CONCEDE DE L'ÉTAT)
ET A L'ISOLEMENT ACOUSTIQUE DES BATIMENTS AFFECTES
PAR LE BRUIT SUR LE TERRITOIRE DU DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

# LE PREFET DE LA REGION LORRAINE PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE EST PREFET DE LA MOSELLE CHEVALIER DANS L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

Vu l'article L.571-10 du Code de l'environnement relatif au recensement et classement sonore des infrastructures de transports terrestres en fonction de leurs caractéristiques sonores et du trafic ;

Vu les articles R.571-32 à R.571-43 du Code de l'environnement relatifs au recensement et au classement des infrastructures de transports terrestres ;

Vu les articles R.111-4-1. R.111-23-1 à R.111-23-3 du Code de la construction et de l'habitation relatifs à l'isolement acoustique des logements contre le bruit des transports terrestres ;

Vu les articles R.111-1, R.111-3-1, R.123-13, R.123-14 et R.123-22 du Code de l'urbanisme relatifs aux constructions et travaux faisant l'objet d'une autorisation de construire ;

Vu les arrêtés interministériels du 25 avril 2003 relatifs à la limitation du bruit dans les établissements d'enseignement et de santé ;

Vu l'arrêté interministériel du 30 mai 1996 modifié elatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit ;

Vu la circulaire du 25 mai 2004 portant sur le bruit des infrastructures de transports terrestres;

Vu l'avis de la Société des Autoroutes du Nord et de l'Est de la France (SANEF), de la Direction Interdépartementale des Routes de l'Est (DIR-Est) gestionnaire des autoroutes et routes non concédées ainsi que de la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement (DREAL-DMOIR) maître d'ouvrage,

Vu l'arrêté préfectoral n°DCTAJ-2013-A-06 du 14 février 2013 portant délégation de signature en faveur de Monsieur Olivier du CRAY, Secrétaire Général de la préfecture de la Moselle ;

Vu la transmission pour avis aux communes concernées par les secteurs affectés par le bruit situés au voisinage de l'infrastructure conformément à l'article R.571-39 du Code de l'environnement,

Sur proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires de la Moselle

## ARRÊTE

## ARTICLE 1er - OBJET

Les dispositions de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé sont applicables dans le département de la Moselle aux abords du tracé des infrastructures de transports terrestres routières mentionnées à l'article 2 du présent arrêté et représentées sur la carte jointe en annexe 2.

## ARTICLE 2 - TRONCONS CONCERNES

Pour chacun des troncons d'infrastructures concernés,

- le classement dans une des cinq catégories définies dans l'arrêté du 30 mai 1996 visé ci-dessus,
- la largeur des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de ces tronçons, sont arrêtés conformément aux dispositions figurant dans le tableau joint en annexe 1 du présent arrêté.

Cette annexe 1 indique également le type de tissu urbain relatif au tronçon concerné.

# ARTICLE 3 -NIVEAU SONORE A PRENDRE EN COMPTE

Les niveaux sonores que les constructeurs sont tenus de prendre en compte pour la détermination de l'isolement acoustique des bâtiments à construire inclus dans les secteurs affectés par le bruit définis à l'article 2 ci-dessus sont arrêtés ainsi qu'il suit :

Catégorie	Niveau sonore au point de référence, en période diurne (en dB(A))	Niveau sonore au point de référence, en période nocturne (en dB(A))
1	83	78
2	79	74
3	73	68
4	68	. 63
5	63	58

Les niveaux sonores indiqués sont évalués en des points de référence situés, conformément à la norme NF S31-130 « cartographie du bruit en milieu extérieur », à une hauteur de 5 mètres audessus du plan de roulement et :

- à 2 mètres en avant de la ligne moyenne des façades pour les rues en U,
- à une distance de l'infrastructure de 10 mètres, augmentés de 3 dB(A) par rapport à la valeur en champ libre pour les tissus ouverts, afin d'être équivalents à un niveau en façade. L'infrastructure est considérée comme rectiligne, à bords dégagés, placée sur un sol horizontal réfléchissant,
- Cette distance est mesurée, pour les infrastructures ferroviaires, à partir du bord du rail extérieur de la voie la plus proche.

Les notions de rues en U et de tissu ouvert sont définies dans la norme citée précédemment.

### ARTICLE 4 - ISOLEMENT ACOUSTIQUE DES BATIMENTS A CONSTRUIRE

Les bâtiments d'habitation, les bâtiments d'enseignement, les bâtiments de santé, de soins et d'action sociale, ainsi que les bâtiments d'hébergement à caractère touristique à construire dans les secteurs affectés par le bruit mentionnés à l'article 2 doivent présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs.

Pour les bâtiments d'habitation, l'isolement acoustique minimum est déterminé selon les articles 5 à 9 et 11 de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé.

# **ARTICLE 5 - COMMUNES CONCERNEES**

Les communes concernées par le présent arrêté sont mentionnées dans l'annexe 1.

# ARTICLE 6 - REPORT DANS LES DOCUMENTS D'URBANISME

Conformément aux dispositions de l'article L 571-10-2 du code de l'environnement, les périmètres des secteurs affectés par le bruit situés le long de ces voies et définis comme précisé à l'article 2 à partir des tableaux fournis en annexe 1 et de la carte en annexe 2, doivent être reportés à titre d'information par les maires concernés dans les annexes graphiques de leur PLU (Plan Local d'Urbanisme) ou POS (Plan d'Occupation des Sols) conformément aux dispositions des articles R123-13, R123-14 et R313-6 du code de l'urbanisme.

Une mise à jour de ce document sera effectuée le cas échéant conformément à l'article R 123-22 du Code de l'Urbanisme.

# ARTICLE 7 - PRISE EN COMPTE DES ARRÊTES ANTERIEURS

Les dispositions du présent arrêté se substituent de plein droit, pour les infrastructures et tronçons concernés mentionnés à l'article 2, à celles de l'arrêté antérieur en date du 29 juillet 1999 et notamment en ce qui concerne le réseau concédé et non concédé de l'État.

# ARTICLE 8 - PUBLICITE ET AFFICHAGE

Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Moselle et fera l'objet d'un affichage durant 1 mois minimum dans les mairies concernées visées à l'article 5 conformément à l'article R 571-41 du code de l'environnement.

Le présent arrêté sera transmis pour information à la Société des Autoroutes du Nord et de l'Est de la France (SANEF), à la Direction Interdépartementale des Routes de l'Est (DIR-Est) gestionnaire des autoroutes et routes non concédées, ainsi qu'à la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement (DREAL-DMOIR) maître d'ouvrage.

Il sera tenu à la disposition du public à la Préfecture de la Moselle et à la Direction Départementale des Territoires de la Moselle. Cet arrêté sera également publié sur le site internet des services de l'État de la Préfecture de la Moselle.

### **ARTICLE 10 - EXECUTION**

M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle et M. le Directeur Départemental des Territoires de la Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Préfet, Pour le Préfet, Le Secrétaire Général,

Olivier du CRAY

# LISTE DES INFRASTRUCTURES ROUTIERES ETAT CONCERNEES PAR LE CLASSEMENT SONORE DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORTS TERRESTRES DE LA MOSELLE

# REMARQUES PRELIMINAIRES

· La largeur des secteurs affectés par le bruit correspond à une distance comptée de part et d'autre de l'infrastructure mesurée, pour les infrastructures routières, à partir du bord de la chaussée de la voie la plus proche.

Selon la catégorie de classement de l'infrastructure, cette largeur est la suivante :

Largeur maximale des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure	d = 300 m	d = 250 m	d = 100 m	d = 30 m	d = 10 m
Largeur maxi par le bruit de pa			100		
Catégorie	1	2	3	4	. 2

L'ensemble des voies routières concernées par le présent arrêté est situé en tissu ouvert

Vu pour être annexé à l'arrêté 2013-DDT/OBS/2 du 2 : 🕬 85 2013

(1/7)

1. VOIES EXISTANTES

Largeur secteur affecté (m)	300	
Catégorie de Classement	-	
Communes concernées par les zones de bruit	AMANVILLERS ANTILLY - ARGANCY BETTING BOUCHEPORN BRONVAUX - BROUCK CHARLY-ORADOUR CONDE-NORTHEN CONDE-NORTHEN CONCELLES-CHAUSSY LES ETANGS FAILLY - FEVES MAZIERES-LES-METZ MALCONCOURT - HELSTROFF MARANGE-ZONDRANGE MARANGE-ZONDRANGE MARANGE-ZONDRANGE NONTOY-FLANVILLE NORROY-LE-VENEUR NOUILLY - RETONFEY RONCOURT - SAINT-AVOLD SAINTE-MARIE-AUX-CHENES SAINTE-MARIE-AMONTAGNE SEMECOURT - VARIZE NANY - VARIZE	0
Nom de la voie de à	MEURTHE-&-MOSELLE à BETTING-LES-ST-AVOLD	
Tronçon	01 à 10	
Voie	¥	

250	300	300	250	
2	-	-	2	(3/7)
BENING-LES-SAINT-AVOLD BETTING ERNESTVILLER FAREBERSVILLER FAREBERSVILLER FARSCHVILLER FARSCHVILLER FARSCHVILLER FARSCHVILLER GRUNDVILLER - GUEBENHOUSE LOUPERSHOUSE PUTTELANGE-AUX-LACS - RICHELING SEINGBOUSE BICKENHOLTZ FLEISHEIM - METTING MITTELBRONN PHALSBOURG - SCHALBACH VECKERSVILLER VECKERSVILLER VESCHEIM WINTERSBOURG ZILLING	DANNE-ET-QUATRE-VENTS PHALSBOURG VILSBERG	FAMECK FLORANGE - HAYANGE RICHEMONT SEREMANGE-ERZANGE UCKANGE	AÚMETZ BOULANGE - FONTOY HAVANGE KNUTANGE - NEUFCHEF NILVANGE SEREMANGE-ERZANGE TRESSANGE	Vu pour être annexé à l'arrêté 2013-DDT/OBS/2 du
BETTING-LES-ST-AVOLD à PHALSBOURG	PHALSBOURG au BAS-RHIN	A31 RICHEMONF à HAYANGE Est (sortie 3)	HAYANGE Est (sortie 3) à MEURTHE-&-MOSELLE	Vu pour être annexé à l'a
42 42 42	16	01 à 04	05 à 07	
\$	Ą	A30	A30	

300	
•	(4/7)
ARGANCY AUGNY AY-SUR-MOSELLE LE BAN-SAINT-MARTIN BERTRANGE CHEMINOT COIN-LES-CUVRY ENTRANGE HAGONDANGE HAGONDANGE HAGONDANGE HAGONDANGE HAGONDANGE HAGONDANGE HAGONDANGE HAGONDANGE LANGE LANGE MARIEULLES LORRY-MARDIGNY MARIEULLES LORRY-MARDIGNY MARIEULLES LA MAXE MODELANGE MOULINS-LES-METZ MOULI	rêté 2013-DDT/OBS/2 du
MEURTHE-&-MOSELLE au LUXEMBOURG	Vu pour être annexé à l'arrêté 2013-DDT/OBS/2 du
01 à 16	
A3.1	

1				1		-	٦
250	250	300	300	250	300	250	
2	2	-	+	2	-	2	16737
METZ NOISSEVILLE NOUILLY VANTOUX	MEY NOUILLY VANTOUX	METZ VANTOUX	BENING-LES-SAINT-AVOLD BETTING COCHEREN FREYMING-MERLEBACH MORSBACH ROSBRUCK	FORBACH	FORBACH OETING STIRING-WENDEL	FORBACH SPICHEREN STIRING-WENDEL	The condition of the condition of the
RD233 METZ à A4 NOISSEVILLE	A4 MEY à A314 VANTOUX	A314 VANTOUX à RN431	A4 FREYMING-MERLEBACH à FORBACH Ouest	FORBACH Ouest à FORBACH Centre	FORBACH Centre à STIRING- WENDEL	STIRING-WENDEL à Frontière	- COCCULTURE COCCULTURE CONTRACTOR CONTRACTO
01 à 02	10	05	01 à 02	03	04	90	
A314	A315	A315	A320	A320	A320	A320	
		_	_				

			1
250	250	100	
2	2	8	(2/9)
BEBING BOURSCHEID BROUNILLER BUHL-LORRAINE FOULCREY GONDREXANGE HEMING HERTZING HERTZING HERTZING HESSE HOMMARTING IBIGNY IMLING IBIGNY IMLING RUFMOULINS PHALSBOURG REDING REDING RICHEVAL SAINT-GEORGES SAINT-GEORGES SAINT-JEAN-KOURTZERODE SARREBOURG WALTEMBOURG XOUAXANGE	CARLING CREUTZWALD L'HOPITAL SAINT-AVOLD DIESEN	CREUTZWALD	rêté 2013 DDT/OBS/2 du
MEURTHE-&-MOSELLE à échangeur A4/D604 péage	Echangeur A4 à D73 ENTREE CREUTZWALD	D73 ENTREE CREUTZWALD à FRONTIERE	Vu pour être annexé à l'arrêté 2013 DDT/OBS/2 du
01 à 04	01 à 02	03	
¥	N33	N33	

L		
	ı	J
>	×	Ć
۱	1	J
2	2	_
:	Z	_
•	¢	ι

		AMNEVILLE - CLOUANGE		
01 à 07 Ec	Echangeur A4 SEMECOURT à A30	GA ES-L SE-S ERS VITI	74	250

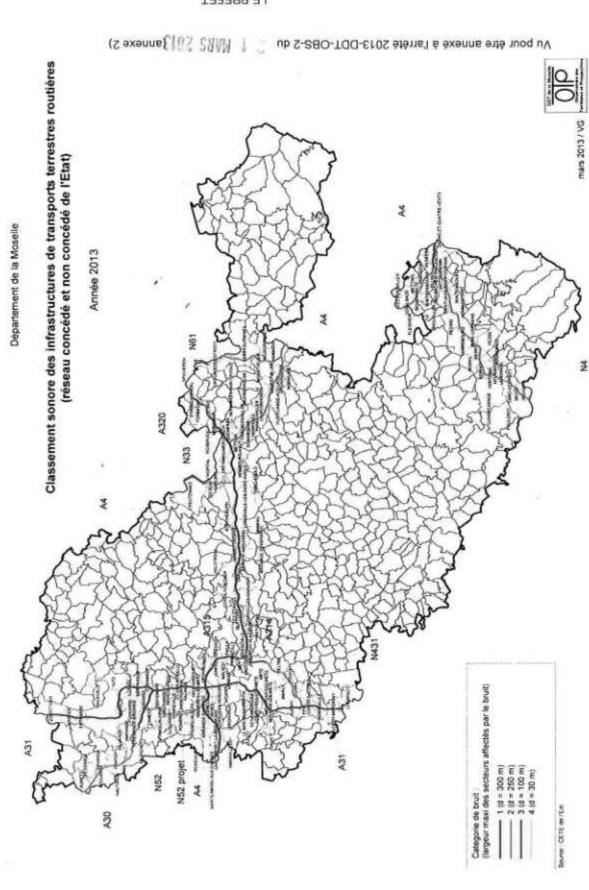
	-			
250	30	100	300	250
2	4	8	-	2
GROSBLIEDERSTROFF HAMBACH - NEUFGRANGE SARREGUEMINES - WOUSTVILLER	GROSBLIEDERSTROFF	GROSBLIEDERSTROFF	METZ	AUGNY - CUVRY MARLY - METZ PELTRE - POUILLY
Echangeur A4 HAMBACH à D31 GROSBLIEDERSTROFF	D31 GROSBLIEDERSTROFF à Sortie GROSBLIEDERSTROFF	Sortie GROSBLIEDERSTROF à Frontière	D633 METZ à Intersection D999	Intersection D999 à A31
01 à 04	90	90	01 à 02	03 à 07
N61	N61	N61	N431	N431

# 2. VOIES EN PROJET

A4 à ROMBAS (extrêmité sud de la MARA déviation)	Tronçon	de à	Communes concernées	Catégorie de Classement	Largeur secteur affecté (m)
	2 <sup>nde</sup> phase	A4 à ROMBAS (extrémité sud déviation)	AMNEVILLE MARANGE-SILVANGE PIERREVILLERS ROMBAS	2	250

LE PREFET, Pour le Préfet, Le Secrétaire Général,

# CARTE DES INFRASTRUCTURES ROUTIERES ETAT CONCERNEES PAR LE CLASSEMENT SONORE DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORTS TERRESTRES DE LA MOSELLE



# Arrêté 2014-DDT/OBS-01 en date du 27 février 2014

relatif au classement sonore des infrastructures de transports terrestres routières (Réseau des routes départementales) et à l'isolement acoustique des bâtiments affectés par le bruit sur le territoire du département de la Moselle

Direction : Direction Départementale des Territoires de la Moselle

Signataire: François VALEMBOIS

Qualité du Signataire : Secrétaire Général Adjoint de la préfecture de la Moselle

Date de signature : 27/02/2014

Lieu de consultation du document : DDT/MOTP - Mission Bruit

Date de publication: 07/03/2014

26

Direction Départementale des Territoires de la Moselle Mission Bruit

# ARRETÉ

N° 2014/DDT-OBS-01 DU

7 7 FEV. 2314

RELATIF AU CLASSEMENT SONORE

DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORTS TERRESTRES ROUTIERES

(RESEAU DES ROUTES DEPARTEMENTALES)

ET A L'ISOLEMENT ACOUSTIQUE DES BATIMENTS AFFECTES
PAR LE BRUIT SUR LE TERRITOIRE DU DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE EST
PREFET DE LA MOSELLE
CHEVALIER DANS L'ORDRE NATIONAL DE LA LEGION D'HONNEUR
CHEVALIER DANS L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

Vu l'article L.571-10 du Code de l'environnement relatif au recensement et classement sonore des infrastructures de transports terrestres en fonction de leurs caractéristiques sonores et du trafic ;

Vu les articles R.571-32 à R.571-43 du Code de l'environnement relatifs au recensement et au classement des infrastructures de transports terrestres ;

Vu les articles R.111-4-1. R.111-23-1 à R.111-23-3 du Code de la construction et de l'habitation relatifs à l'isolement acoustique des logements contre le bruit des transports terrestres ;

Vu les articles R.111-1, R.111-3-1, R.123-13, R.123-14 et R.123-22 du Code de l'urbanisme relatifs aux constructions et travaux faisant l'objet d'une autorisation de construire ;

Vu les arrêtés interministériels du 25 avril 2003 relatifs à la limitation du bruit dans les établissements d'enseignement et de santé ;

Vu l'arrêté interministériel du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports ;

Vu l'arrêté interministériel du 23 juillet 2013 modifiant l'arrêté du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit ;

Vu la circulaire du 25 mai 2004 portant sur le bruit des infrastructures de transports terrestres ;

Vu l'avis de la Direction des Routes Départementales du Conseil Général de la Moselle gestionnaire du réseau des routes départementales du 13 janvier 2014 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°DCTAJ-2013-A-06 du 14 février 2013 portant délégation de signature en faveur de Monsieur Olivier du CRAY, Secrétaire Général de la préfecture de la Moselle ;

Vu la transmission pour avis aux communes concernées par les secteurs affectés par le bruit situés au voisinage de l'infrastructure conformément à l'article R.571-39 du Code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires de la Moselle

### ARRÊTE

## ARTICLE 1er - OBJET

Les dispositions de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé sont applicables dans le département de la Moselle aux abords du tracé des infrastructures de transports terrestres routières mentionnées à l'article 2 du présent arrêté et représentées sur la carte jointe en annexe 2.

### ARTICLE 2 - TRONCONS CONCERNES

Pour chacun des tronçons d'infrastructures concernés,

- le classement dans une des cinq catégories définies dans l'arrêté du 30 mai 1996 visé ci-dessus,
- la largeur des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de ces tronçons, sont arrêtés conformément aux dispositions figurant dans le tableau joint en annexe 1 du présent arrêté.

Cette annexe 1 indique également le type de tissu urbain relatif au tronçon concerné.

# ARTICLE 3 -NIVEAU SONORE A PRENDRE EN COMPTE

Les niveaux sonores que les constructeurs sont tenus de prendre en compte pour la détermination de l'isolement acoustique des bâtiments à construire inclus dans les secteurs affectés par le bruit définis à l'article 2 ci-dessus sont arrêtés ainsi qu'il suit :

Catégorie	Niveau sonore au point de référence, en période diurne (en dB(A))	Niveau sonore au point de référence, en période nocturne (en dB(A))
1	83	78
2	79	74
3	73	68
4	68	63
5	63	58

Les niveaux sonores indiqués sont évalués en des points de référence situés, conformément à la norme NF S31-130 « cartographie du bruit en milieu extérieur », à une hauteur de 5 mètres audessus du plan de roulement et :

- à 2 mètres en avant de la ligne moyenne des façades pour les rues en U,
- à une distance de l'infrastructure de 10 mètres, augmentés de 3 dB(A) par rapport à la valeur en champ libre pour les tissus ouverts, afin d'être équivalents à un niveau en façade. L'infrastructure est considérée comme rectiligne, à bords dégagés, placée sur un sol horizontal réfléchissant,
- Cette distance est mesurée, pour les infrastructures ferroviaires, à partir du bord du rail extérieur de la voie la plus proche.

Les notions de rues en U et de tissu ouvert sont définies dans la norme citée précédemment.

# ARTICLE 4 - ISOLEMENT ACOUSTIQUE DES BATIMENTS A CONSTRUIRE

Les bâtiments d'habitation, les bâtiments d'enseignement, les bâtiments de santé, de soins et d'action sociale, ainsi que les bâtiments d'hébergement à caractère touristique à construire dans les secteurs affectés par le bruit mentionnés à l'article 2 doivent présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs.

Pour les bâtiments d'habitation, l'isolement acoustique minimum est déterminé selon l'article 5 et suivants de l'arrêté du 30 mai 1996 et l'article 7 et suivants de l'arrêté du 23 juillet 2013 susvisé.

# **ARTICLE 5 - COMMUNES CONCERNEES**

Les communes concernées par le présent arrêté sont mentionnées dans l'annexe 1.

### ARTICLE 6 - REPORT DANS LES DOCUMENTS D'URBANISME

Conformément aux dispositions de l'article L 571-10-2 du code de l'environnement, les périmètres des secteurs affectés par le bruit situés le long de ces voies et définis comme précisé à l'article 2 à partir des tableaux fournis en annexe 1 et de la carte en annexe 2, doivent être reportés à titre d'information par les maires concernés dans les annexes graphiques de leur PLU (Plan Local d'Urbanisme) ou POS (Plan d'Occupation des Sols) conformément aux dispositions des articles R123-13, R123-14 et R313-6 du code de l'urbanisme.

Une mise à jour de ce document sera effectuée le cas échéant conformément à l'article R 123-22 du Code de l'Urbanisme.

# ARTICLE 7 - PRISE EN COMPTE DES ARRÊTES ANTERIEURS

Les dispositions du présent arrêté se substituent de plein droit, pour les infrastructures et tronçons concernés mentionnés à l'article 2, à celles de l'arrêté antérieur en date du 29 juillet 1999 et notamment en ce qui concerne le réseau des routes départementales.

# ARTICLE 8 - PUBLICITE ET AFFICHAGE

Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Moselle et fera l'objet d'un affichage durant 1 mois minimum dans les mairies concernées visées à l'article 5 conformément à l'article R 571-41 du code de l'environnement.

Le présent arrêté sera transmis pour information à la Direction des Routes Départementales du Conseil Général de la Moselle gestionnaire du réseau des routes départementales.

Il sera tenu à la disposition du public à la Préfecture de la Moselle et à la Direction Départementale des Territoires de la Moselle. Cet arrêté sera également publié sur le site internet des services de l'État de la Préfecture de la Moselle.

# **ARTICLE 9 - EXECUTION**

M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle et M. le Directeur Départemental des Territoires de la Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

LE PREFET,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de Metz-Campagne,
Secrétaire général adjoint de la
Préfecture,

François VALEMBOIS

# LISTE DES INFRASTRUCTURES ROUTIERES RELATIF AU RESEAU ROUTIER DEPARTEMENTAL DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORTS TERRESTRES DE LA MOSELLE CONCERNEES PAR LE CLASSEMENT SONORE

# REMARQUES PRELIMINAIRES

• La largeur des secteurs affectés par le bruit correspond à une distance comptée de part et d'autre de l'infrastructure mesurée, pour les infrastructures routières, à partir du bord de la chaussée de la voie la plus proche.

Selon la catégorie de classement de l'infrastructure, cette largeur est la suivante :

Largeur maximale des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure	d = 300 m	d = 250 m	d = 100 m	d = 30 m	d = 10 m
Catégorie		2	ന	4	5

L'ensemble des voies routières concernées par le présent arrêté est situé en tissu ouvert

1. VOIES EXISTANTES

			9	CONTRACTOR STATE
Tronçon	de à	Communes concernées	Catégorie de Classement	Largeur secteur affecté (m)
	Boulevard de Trèves à D153A	Metz, Saint-Julien-lès-Metz	က	100
	D153A à D1C	Metz, Saint-Julien-lès-Metz	4	30
	D1C à A4	Chieulles, Metz, Argancy, Malroy, Saint- Julien-lès-Metz	ю	100
	A4 à D52	Ennery, Argancy	2	250
	D52 à entrée Bertrange	Trémery, Ennery, Ay-sur-Moselle, Bousse, Bertrange, Guénange, Rurange-lès-Thionville	m	100
	Entrée Bertrange à sortie Bertrange	Bertrange	4	30
	sortie Bertrange à D654	Illange, Bertrange, Yutz	8	100
	D654 à entrée Yutz	Illange, Yutz	2	250
	Entrée Yutz à D953A	Thionville, Yutz	m	100
		Mondorff, Puttelange-lès-Thionville,	4 en agglo	30
	Doos a Mondon	Cattenom, Thionville, Manom	3 hors agglo	100
	D653 à D9	Fameck	4	30
	D8 a D953	Hagondange, Mondelange, Fameck	4	30

Vu pour être annexe à l'arrête 2014-DDT/OBS-1 du

EXE
111
111
7
=
A
4

D103T	D603 à D26	Freyming-Merlebach	4	30
D11	D657 à D6	Ars-sur-Moselle, Jouy-aux-Arches	က	100
D11	D6 à D603	Gravelotte, Ars-sur-Moselle	4	30
D11	D603 à sortie Véneville	Vernéville	4	30
1110	Limite département à D643	Sainte-Marie-aux-Chênes,	4	30
D112A	D51 à D652	Woippy	4	30
D112 E	D153L à rond-point D112 F	Semécourt, Maizières-lès-Metz	3	100
D112 E	rond-point D112 F à sortie quartier Maisons blanches	Maizières-lès-Metz	4	30
D112 E	sortie quartier Maisons blanches D112F	Maizières-lès-Metz	8	100
D112F	D47 à A4	Hagondange, Talange, Semecourt, Marange-Silvange, Amnéville, Maizières-lès-Metz	ъ	100
D113A	D5 à D913	Pouilly, Metz, Marly	8	100
D13	D952 à sortie aglo	Hayange	ന	100
D13	Sortie agglo à D14A	Hayange, Florange	2	250
D13	D14A à embranchement A31	Terville, Florange	m	100
D13	embranchement A31 à D953	Terville, Thionville	4	30
D13A	D13 à D14	Terville, Thionville	4	30
D14	Avenue du 14 juillet (Thionville) à D952	Havange, Algrange, Angevillers, Thionville	т	100
D14A	D653 à D14	Thionville, Florange	3 hors agglo	100
100			4 en aggio	000
avio.	D14 à D152D	Nilvange. Havange. Thionville	3 hors agglo	100
9	D14 a D132D		4 en agglo	30
1	Hettange-Grande à Volmerange-	Hettange-Grande, Volmerange-les-	3 hors agglo	100
D15	les-Mines	Mines, Kanfen	4 en agglo	30

D952 à D18	Florange, Uckange		100
D322 a D13		4 en agglo	30
D952 à D152E	Knutange, Algrange, Nilvange	4	30
	Knutange, Algrange, Nilvange,	3 hors agglo	100
D14 à Knutange	Thionville	4 en agglo	30
Bd de Pontiffroy à D1	Metz, Saint-Julien-lès-Metz	3	100
A31 à D953	La Maxe, Metz, Woippy	2	250
D153L à D953	Maizières-lès-Metz	8	100
	Maizières-lès-Metz, Semécourt, Woippy	3	100
à rue du Fort Gambetta	Metz, Saint-Julien-lès-Metz	3	100
Metz à D603	Le Ban-Saint-Martin, Metz, Longeville- lès-Metz	4	30
D6 à A31	Moulins-lès-Metz	3	100
A31 à entrée Moulins-lès-Metz (St-Pierre)	Moulins-lès-Metz	2	250
entrée Moulins-lès-Metz (St-Pierre) à D657	Moulins-lès-Metz	8	100
Augny à D657	Augny, Jouy-aux-Arches	3	100
D5B à D657	Augny, Moulins-lès-Metz	က	100
Audun-le-Tiche à D952	Aumetz, Audun-le-Tiche	m	100
Limite département à Audun-le- Tiche	Audun-le-Tiche	8	100
D952 à D152A	Florange	က	100
D152A à D953	Florange	4	30
A4 à Rombas	Amnéville, Sainte-Marie-aux-Chênes, , Montois-la-Montagne, Rombas	es es	100
Limite département à limite département	Sainte-Marie-aux-Chênes,	8	100
A4 à D954	Boulay-moselle, Helstroff, Varize	3	100
D1 à D2	Saint-Julien-lès-Metz	4	30
D22 à D656	Saint-Avold, Valmont, Macheren	4	30
L	Vahl-Ebersing, Altviller, Lachambre,	3 hors agglo	100
DZU a Vani-Ebersing	Valmont Saint-Avoid	4 an andlo	30

Vu pour être annexe à l'arrêté 2014-DDT/OBS-1 du

100	30	30	100	30	30	30	100	30	100	30	100	30	100	30	100	30	100	100	30	250	100	30	100	30	30	100	30	30
3 hors agglo	4 en agglo	4	e	4	4	4	3 hors agglo	4 en agglo	3 hors agglo	4 en agglo	3 hors agglo	4 en agglo	60	4	3	4	3	3 hors adglo	4 en agglo	2	3 hors agglo	4 en agglo	3 hors agglo	4 en agglo	4	3 hors agglo	4 en agglo	4
	Creutzwald	L'Hôpítal,	Freyming-Merlebach, Saint-Avold, L'Hôpital, Betting, Carling		Carling L'Hôpital, Saint-Avold	Sarralbe	Bouzonville, Rémelfang, Vaudreching,	Freistroff	The state of the s	Theding, Folkling, Morsbach		Forbach, Petite-Rosselle	Behren-lès-Forbach, Œting, Forbach, Etzling, Kerbach	Dieblina	Diahling Tenteling Folkling, Bousbach	(Ftina Folklina	Forhach Morshach		Forbach, Schoeneck	Lixing-lès-Rouhling, Bousbach, Kerbach, Behren-lès-Forbach, Folkling, Ceting Forbach, Grosbliederstroff		Schoeneck, Stiring-Wendel	*	Grosbliederstroff, Sarreguemines	Sarrebourd		Hesse, Sarrebourg, Bunl-Lorraine	Hagondange, Rombas, Amnéville, Mondelange
3	Creutzwald à D73	1 'Hôpital à D26D	D26D à D603	Freyming-Merlebach à D26	Disputation of the control of the co	Carrello à DAG1	Sallaibe a Dool	Freistroff à Bouzonville	## 10 mm to	D910 à D603	A STATE OF THE PROPERTY OF THE	D31E à Petite-Rosselle	D31B à A320	Data sentia Diahling	Service Collection of Dathie	Dathie a Option	Den 2 Cong	D003 a D31	D31 à Schœneck	Forbach à Grosbliederstroff		Stiring-Wendel à Schœneck	0.00	D662 à N61	DA2 à D104E	200	Hesse à D955	Rombas à Hagondange
	D23	200	D26	0900	0000	D20D	DZ8K	D3		D30		D31	D31	0.700	Date	DSTC	חפוני	D31E	D31E	D31_BIS		D32		D33	0070	D43C	D44	D47

# Vu pour être annexe à l'arrête 2014-DDT/OBS-1 du

30	100 100	glo 30	30	100	30	100	100	glo 30	100 100	glo 30	30	3glo 100	glo 30	30	100 100 Jalo	glo 30	100 100 Jalo	glo 30	100	100	100	100	30	00,
4	3 hors agglo	4 en agglo	4	0	4	ო	3 hors agglo	4 en agglo	3 hors agglo	4 en agglo	4	3 hors agglo	4 en agglo	4	3 hors agglo	4 en agglo	3 hors agglo	4 en agglo	n	8	ന	3 hors agglo	4 en agglo	C
Amnéville, Hagondange	Marly Metz Montiony-lès-Metz Augus	מימון), מיכיב, מיסותקוון וכא מיכיב, העפוון	Metz, Woippy	Marange-Silvange, Maizières-lès-Metz	Maizières-lès-Metz	Hauconcourt, Maizières-lès-Metz, Ennery	Gandrange Richemont Vitor-sur-Orne	Caracteristics and Caracteristic	Talange, Hagondange, Ay-sur-Moselle,	Trémery	Talange	Appropriate Management	Mediciles, Hayange	Volmerange-les-Mines	opurageT epidettO	Ottange, Hessange	Boulenge Fonton	Coulaige, Lough	Moulins-lès-Metz, Augny, Marly	Marly	Novéant-sur-Moselle	Vaux, Moulins-lès-Metz, Ars-sur- Moselle, Jussy, Jouy-aux-Arches,	Dornot, Ancy-sur-Moselle, Novéant-sur- Moselle, Corny-sur-Moselle,	Mouline location of the Country
D112E à rue du stade de la cité	N431 à Metz		Woippy à Metz	N52 à Maizières-lès-Metz	Maizières-lès-Metz à D112E	D112E à D1	Vitry-sur-Ome à D953		D953 à D1	2000	D953 à D55	Neufchef à D052	1000 B	D15 à sortie Frontière Luxembourgeoise	Doso a Frontière Livembourd	מאספור מאספר מאספור מאס	Fontov à D.50	2000	D157C à D5	Marly à D5	Limite département à Novéant-sur- Moselle	D157B à Moulins-lès-Metz à	Novéant-sur-Moselle	D603 à Mouline-lèc-Metz D1578
D47 BIS	D5	2	D50	D52	D52	D52	D54	)	DSS		D55 BIS	D57		D58	D59		DS9A		D5B	DSC	De	Ğ	3	06

L	u
>	<
Ц	Ļ
1	=
<	1

D643 à D1  Limite département à D643  Limite département à D643  Limite département à D643  D6 Moulins-lès-Metz D6  Boulevard de Trèves à Metz à D554  Marin, Scy-Chazelles, Moulins-lès-Metz  Maringe-Zondrange Raville-lès-Chaussy, Varize, Silly-sur-Nied, Maizery, Ogy, Retonfey, Coincy, Montoy-Flanville, Marange-Zondrange à sortie Longeville-lès-Saint-Avold à Sortie Longeville-lès-Saint-Avold à Sortie Longeville-lès-Saint-Avold à Saint-Avold, Longeville-lès-Saint-Avold a Sortie Longeville-lès-Saint-Avold a Saint-Avold, Marchen Freyming-Marchabach, D80 à D32  Cocheren, Freyming-Marchabach, Forbach, String-Mendel, Betting  Cocheren, Freyming-Marchabach, Forbach, String-Mendel, Betting  Limite département à D643 à Bertrange- Saint-Aveld à Saint-Avold à Saint-Avold a Saint-Avold, Morsbach, Forbach, String- Nendel, Betting  Cocheren, Freyming-Marchabach, Forbach, String- Nendel, Betting  Cocheren, Freyming-Mendel, Betting  Cocheren, Freyming-Mendel, Betting  Cocheren, Freyming-Mendel, Betting	2 250	3 hors agglo	4 en agglo	3 100	4 30	3 100	2 250	3 100	4 30	3 100	4 30	3 100	3 hors agglo	4 en agglo
The state of the s	Bertrange, Guenange, Uckange, Richemont	Sainte-Ruffine, Jussy, Rozérieulles,	Gravelotte, Verneville, Chatel-Saint- Germain	Sainte-Ruffine, Rozérieulles, Châtel- Saint-Germain, Moulins-lès-Metz	Longeville-lès-Metz, Le Ban-Saint- Aartin, Scy-Chazelles, Moulins-lès-Metz	Metz, Le Ban-Saint-Martin	Nouilly, Vantoux, Metz, Coincy	Marange-Zondrange, Raville, Bionville- sur-Nied, Bannay, Courcelles-Chaussy, Varize, Silly-sur-Nied, Maizery, Ogy, Retonfey, Coincy, Montoy-Flanville, Metz, Fouligny	Marange-Zondrange	Bambiderstroff, Hallering, Marange- Zondrange, Longeville-lès-Saint-Avold, Zimming, Haute-Vigneulles	Longeville-lès-Saint-Avold	Saint-Avold, Longeville-lès-Saint-Avold, Macheren, Freyming-Merlebach, Hombourg-Haut, Betting	Cocheren, Freyming-Merlebach, Rosbruck, Morsbach, Forbach, Stiring-	Wendel, Betting
	D953 à D1		Limite departement a D643	D643 à Moulins-lès-Metz D6		D157A à D7	Boulevard de Trêves à Metz à D954		entrée Marange-Zondrange à sortie Marange-Zondrange		entrée Longeville-lès-Saint-Avold à sortie Longeville-lès-Saint-Avold		D80 à D32	

14 N	N4 à rue de l'hôpital à Phalsbourg	Phalsbourg, Mittelbronn	m	100
N.	Rue de l'hôpital à Phalsbourg à limite département	Phaisbourg, Danne-et-Quatre-Vents,	4	30
	D662 à Bitche-Ouest	Bitche	m	100
	D35 à D35A	Schorbach, Bitche, Siersthal, Hottviller, Reyersviller	8	100
	- coad	CONV trico	2 hors agglo	250
	Doos a A4	DIONA-JUBO	3 en agglo	100
Sa	Saint-Privat-la-Montagne à Limite	Sainte-Marie-aux-Chênes, Saint-Privat-	3 hors agglo	100
	département	la-Montagne,	4 en agglo	30
	Woippy à D112F	Fèves, Semècourt, Norroy-le-Veneur, Woippy	3	100
	0000	Transition Planaman	3 hors agglo	100
	DISS DIS	lerville, Florange	4 en agglo	30
1	This and Dougle of Mills	Thionville, Manom, Roussy-le-Village,	3 hors agglo	100
	Illonville a Roussy-le-village	Hettange-Grande, Boust	4 en agglo	30
	D1 à D918	Illange, Yutz	2	250
	D918 à D953A	Basse-Ham, Yutz, Kuntzig	3	100
	D953A à Kœnigsmacker	Basse-Ham, Yutz, Koenigsmacker	2	250
	A contraction of the contraction	Kænigsmacker, Malling, Rettel, Hunting,	3 hors agglo	100
	Notingsillachel a Apacil	Rustroff, Apach, Sierck-les-Bains	4 en agglo	30
	2000	N A CONTRACTOR	3 hors agglo	100
	Deus a Dello	Machelen	4 en agglo	30
	odlorgo & torol	Holving, Sarralbe, Puttelange-aux-Lacs,	3 hors agglo	100
	סמו או פ סמון מוספ	Hoste, Barst, Cappel	4 en agglo	30
7	Corny-sur-Moselle à limite	Corny-sur-Moselle, Moulins-lès-Metz,	3 hors agglo	100
O	d aggiomeration de Mouiins-les- Metz	Arches Arches Arches	4 en agglo	30
	D6 à D657	Novéant-sur-Moselle, Corny-sur- Moselle	4	30
	DR57 3 Féw	Commentation House	3 hors agglo	100
	COO a Ley	COLLIY-SUI-INDSCIIC, Ley	4 en agalo	30

Vu pour être annexé à l'arrête 2014-DDT/OBS-1 du

100	30	100	30	250	100	100	30	100	100	100	30	100	30	30	100	30	100	30
3 hors agglo	4 en agglo	3 hors agglo	4 en agglo	2	6	3 hors agglo	4 en agglo	3	8	3 hors agglo	4 en agglo	3 hors agglo	4 en agglo	4	n	4	3 hors agglo	4 en agglo
Metting, Vescheim, Hangviller,	Phalsbourg, Vilsberg, Berling	Clarical Mills	Sarraibe, Willerwald,	Sarreguemines	Woelfling-lès-Sarreguemines, Sarreguemines, Blies-Ébersing, Bliesbruck	11110	Fullphspoulg	Bitche, Reyersviller	Chambrey, Salonnes		Montange, baronville	Grundviller, Ernestviller, Puttelange-aux- Lacs, Woustviller, Erstroff, Francaltroff,	Freybouse, Hellimer, Diffembach-les- Hellimer, Leyviller, Saint-Jean- Rohrbach, Rémering-lès-Puttelange	Metz, Saint-Julien-lès-Metz	Metz	Vaux	Saint-Privat-la-Montagne, Norroy-le-	Veneur, Saulny, Amanvillers, Fèves
	Doo4 a Melling	A A E T	Limite departement a A4	N61 à Sarreguemines D33	D33 Sarreguemines à D620		Philippsbourg a D1062 (Bas-Rhin)	Reversviller à D620	Limite département à Salonnes		Mohrange a D999		Woustviller à D22	D1D à D69A	D69 à rue Général Metman à Metz	Vaux à D6		Sauiny a Saint-Privat-la-Montagne
1000	Deel		D661	D662	D662		D662	D662	D674		D674		D674	D69	D69A	D6A		D7

D72 D73 D8	D603 à Lorry-lès-Metz	Lorry-lès-Metz, Metz	3 hors agglo	100
	D603 à Lorry-lès-Metz	Lorry-les-Metz, Metz		
		The property of the party of th	4 en agglo	30
		Porcelette. Ham-sous-Varsberg, Saint-	3 hors agglo	100
	A4 à Ham-sous-Varsberg	Avold	4 en agglo	30
			3 hors agglo	100
	D72 à Allemagne	Creutzwald, Ham-sous-varsperg	4 en agglo	30
	N52 à D9	Rombas, Clouange	4	30
	RN52 à rue d'Amnéville à Mondelange	Amnéville, Gandrange, Mondelange	8	100
D8	rue d'Amnéville à Mondelange à D10	Mondelange	4	30
DR	D10 à D8bis	Mondelange	23	001
D8BIS	D8 à D1	Mondelange, Hagondange, Ay-Sur- Moselle	4	30
		T. C.	3 hors agglo	100
D80	Betting a D603	Freyming-Meriebach, betuilig	4 en agglo	30
D824	D82 à Allemagne	Sarreguemines	4	30
D9	Moyeuvre-Grande à RN52	Moyeuvre-Grande, Rosselange, Clouange, Rombas	8	100
		L C	3 hors agglo	100
60	D10 à D112D	Uckange, Fameck, Richemoni	4 en agglo	30
Dang	A4 à D952	Aumetz,	က	100
		Guenviller, Macheren, Seingbouse, Farébersviller, Ippling, Hundling,	3 hors agglo	100
D910	D656 a N61	Sarreguemines, Metzing, Diebling, Tenteling, Théding	4 en agglo	30
D910	A31 à D913	Louvigny, Cheminot, Pagny-lès-Goin	က	100
D910	D20 à D603	Tritteling-Redlach, Bambiderstroff, Laudrefang, Longeville-lès-Saint-Avold, Saint-Avold, Pontpierre, Faulquemont	ю	100

100	100	30	100	100	100	30	100	30	100	30	30	100	30	100	30	30	100	30	100
ო	3 hors agglo	4 en agglo	m	4	3 hors agglo	4 en agglo	3 hors agglo	4 en agglo	3 hors agglo	4 en agglo	4	3	4	8	4	4	3 hors agglo	4 en agglo	က
Altviller, Saint-Avold, Folschviller, Valmont, Longeville-lès-Saint-Avold, Lachambre	Metz, Pouilly, Goin, Verny, Louvigny,	rommeneux, ragny-les-com, rounny- la-Grasse, Fleury	Metz	Thionville, Yutz	Metzervisse, Metzeresche, Buding,	Kédange-sur-Canner, Distroff, Volstroff, Yutz, Stuckange	Neufgrange, , Rémelfing,	Sarreguemines		Aumeiz, Hessange, navange,	Uckange, Florange	Florange, Fameck	Serémange-Erzange, Florange	Serémange-Erzange, Hayange, Knutange, Nilvange	Knutange, Nilvange, Fontoy	Florange, Fameck	Uckange, Florange, Bertrange, Illange, Thionville, Richemont, Maizières-lès-	Metz, Woippy, Metz, Mondelange, Hagondange, Talange	Yutz, Thionville, Basse-Ham
D22 à D603		D910 a entree Metz D155B	entrée Metz (D155B) à rue Aimé de Lemud	D953A à D654		D654 à Kédange-sur-Canner	3	Limite departement a Dooz		Limite departement a D 14	D152A à D952A	RD952A à D10	D952A à D10	D10 à D152D	D152D à D58	D952 à D653		D13 a A31 Metz	D1 à D654
D910A		D913	D913	D918		D918		D919		D852	D952	D952	D952	D952	D952	D952A		D953	D953A

100	30	30	100	250	100	30	100	30	100	30	100	30
3 hors agglo	4 en agglo	4	8	2	3 hors agglo	4 en agglo	3 hors agglo	4 en agglo	8	4	3 hors agglo	4 en agglo
Montoy-Flanville, Noisseville, Retonfey, Condé-Northen, Les Étangs,	Volmerange-lès-Boulay, Hinckange, Boulay-Moselle, Nouilly, Metz, Coincy, Sainte-Barbe, Glatigny	Metz	Metz, Peltre	Mécleuves, Ars-Laquenexy, Liéhon, Peltre, Jury, Chesny, Orny, Chérisey, Metz, Pontoy, Silly-en-Saulnois, Buchy	Puzieux, Moncheux, Solgne, Foville, Liocourt, Alaincourt-la-Côte, Sailly- Achâtel, Delme, Château-Salins,	Amelécourt, Fresnes-en-Saulnois, Oriocourt, Donjeux, Laneuveville-en- Saulnois, Vic-sur-Seille, Morville-lès-Vic, Moyenvic	Diane-Capelle, Gondrexange, Hertzing,	Heming, Languimberg, Azoudange, Barchain, Maizières-lès-Vic	Sarrebourg	Sarrebourg	Laquenexy, Ars-Laquenexy, Coincy,	Metz, Courcelles-sur-Nied, Sanry-sur- Nied, Sorbey
	D19 à D603	Rue Belletanche à route d'Ars- Laquenexy à Metz	route d'Ars-Laquenexy à Metz à échangeur de Mercy à Peltre	échangeur de Mercy à Peltre à D910		D910 à Moyenvic D38		Maizières-lès-Vic à Héming	D27 à D44	D96 à D43	1 - 1 - 1 - 1 - 1 - 1 - 1 - 1 - 1 - 1 -	Giratoire FIM à Metz à D71
	D954	D955	D955	D955		D955		D955	D955	D96H		D999

H	
-	3
d	É
2	2
L	
L	ú
5	
	;

Voie	Tronçon	de à	Communes concernées	Catégorie de Classement	Largeur secteur affecté (m)
iaison de Belval		Limite département à D16b	Audun-le-Tiche, Russange	m	100
jaison de Belval		D16b à Luxembourg	Audun-le-Tiche, Rédange, Russange	2	250

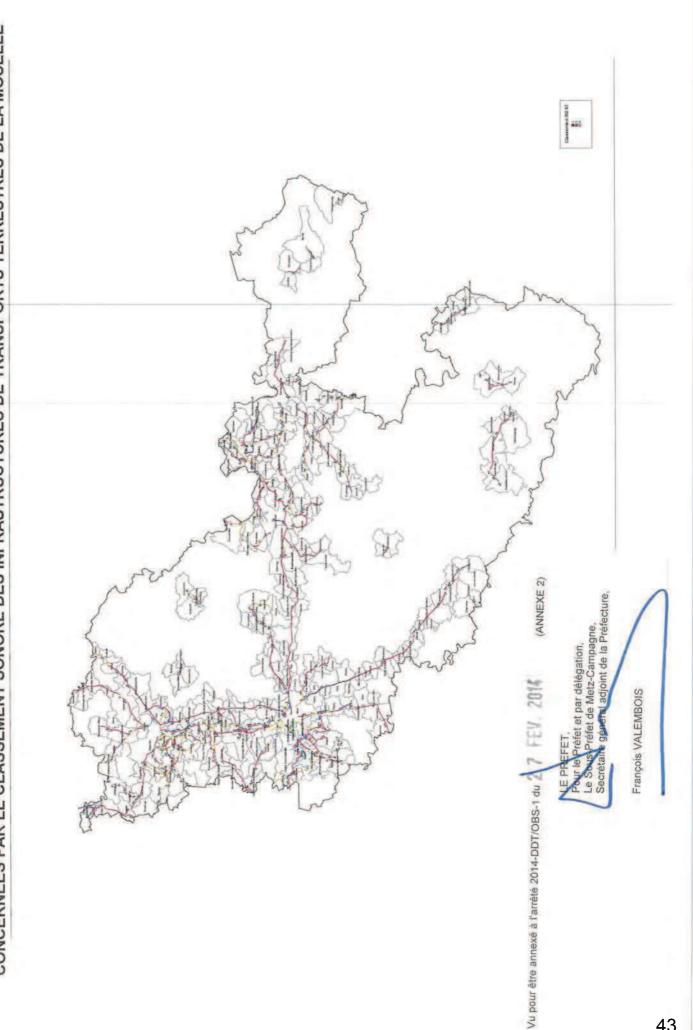
Vu pour être annexé à l'arrêté 2014-DDT/OBS-1 du

(13/13)

LE PREFET.
Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de Metz-Campagne,
Secrétaire général adjoint de la Préfecture,
François VALEMBOIS

42

CARTE DES INFRASTRUCTURES ROUTIERES DU RESEAU ROUTIER DEPARTEMENTAL
CONCERNEES PAR LE CLASSEMENT SONORE DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORTS TERRESTRES DE LA MOSELLE ANNEXE 2



### 4- Servitudes d'Utilité Publique

GANDRANGE
Liste des Servitudes d'utilité Publique affectant l'occupation du sol

CODE	NOM OFFICIEL	TEXTES LEGISLATIFS	ACTE L'INSTITUANT	SERVICE RESPONSABLE
AC1	Servitudes de protection des Monuments Historiques - classés - inscrits.	Articles L.611-1 à L.624-2 du code du patrimoine et décrets d'application de la loi du 13 décembre 1913	Eglise St Hubert classée en totalité au titre des Monuments Historiques par arrêté du 19 avril 1986.	Unité départementale de l'Architecture et du Patrimoine de la Moselle 10, 12, Place St Etienne 57000 METZ
oisForêt	Protection des bois et forêts soumis au régime forestier.	Circulaire interministérielle n° 77104 du 1er août 1977. Article 72 de la loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001. Décret n° 2003-539 du 20 juin 2003.	Forêt communale de Gandrange. Forêt du Bois de St Hubert.	Office National des Forêts (O.N.F.) Service départemental 1 rue Thomas Edison 57070 METZ
l ex 'anaTMD	Servitudes relatives à la maîtrise de l'urbanisation autour des canalisations de transport de gaz, d'hydrocarbures, de produits chimiques et de certaines canalisations de distribution de gaz.	Articles L555-16, R555-30 b), R555-30-1 et R555-31 du code de l'environnement	Arrêté préfectoral du 21 octobre 2016 instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel existantes, exploitées par GRTGaz.	GRT GAZ - Réseau Transport - Région NORD-EST 24, Quai Ste Catherine 54042 NANCY Cedex
ex anaTMD	Servitudes relatives à la maîtrise de l'urbanisation autour des canalisations de transport de gaz, d'hydrocarbures, de produits chimiques et de certaines canalisations de distribution de gaz.	Articles L555-16, R555-30 b), R555-30-1 et R555-31 du code de l'environnement	Arrêté préfectoral du 15 juin 2015 instituant les servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de matières dangereuses exploitées par la société ARCELORMITTAL ATLANTIQUE LORRAINE.	D.R.E.A.L. Service Prévention des risques 2 rue Augustin Fresnel BP 95038 57071 METZ Cedex 03

DDT/MOTP 08/12/2020 1/ 3

CODE	NOM OFFICIEL	TEXTES LEGISLATIFS	ACTE L'INSTITUANT	SERVICE RESPONSABLE
В	Servitudes concernant l'établissement des canalisations de transport de gaz, d'hydrocarbures et de produits chimiques	L.555-27, R555-30a) et L.555-29 du code de l'environnement.	Gazoducs: DN300-FAMECK-MARANGE SILVANGE (MONTOY MARANGE), PMS 46. DN150-2006-AMNEVILLE- AMNEVILLE (CI ISPAT), PMS 67,7, DN150/8,1m; PMS 46, DN200/1,5m; PMS 67,7, DN200/0,5m.	GRTGaz-Réseau Transport Région Nord-Est Agence de Nancy 22 rue Lucien Galtier 54410 LANEUVEVILLE DEVANT NANCY Les projets liés à l'urbanisme sont à envoyer à: GRTgaz-PE Nord Est DMDTT-CTT et Urbanisme Bd de la République BP34 62232 ANNEZIN
В	Servitudes concernant l'établissement des canalisations de transport de gaz, d'hydrocarbures et de produits chimiques	L.555-27, R555-30a) et L.555-29 du code de l'environnement.	Ouvrages ne traversant pas la commune, dont les effets l'atteignent: DN300-1953-FAMECK-MARANGE SILVANGE (MONTOY MARANGE), PMS 67,7, DN200; PMS 46 DN300 et PMS 67,7, DN300.	GRTGaz-Réseau Transport Région Nord-Est Agence de Nancy 22 rue Lucien Galtier 54410 LANEUVEVILLE DEVANT NANCY Les projets liés à l'urbanisme sont à envoyer à: GRTgaz-PE Nord Est DMDTT-CTT et Urbanisme Bd de la République BP34 62232 ANNEZIN
В	Servitudes concernant l'établissement des canalisations de transport de gaz, d'hydrocarbures et de produits chimiques	L.555-27, R555-30a) et L.555-29 du code de l'environnement.	Installation annexe EMP-C-570192-AMNEVILLE-01 (CI ARCELLORMITTAL).	GRTGaz-Réseau Transport Région Nord-Est Agence de Nancy 22 rue Lucien Galtier 54410 LANEUVEVILLE DEVANT NANCY Les projets liés à l'urbanisme sont à envoyer à: GRTgaz-PE Nord Est DMDTT-CTT et Urbanisme Bd de la République BP34 62232 ANNEZIN
I4	Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques.	L.323-3 à L.323-9 du code de l'énergie pour les SUP issues de la DUP et L.323-10 du code de l'énergie pour les SUP établies après la DUP au voisinage des ouvrages de transport et de distribution.	Réseau 20 KV.	ENEDIS-ERDF 26, rue de Verdun, B.P. 350; 57311 THIONVILLE CEDEX

DDT/MOTP 08/12/2020 2/3

CODE	NOM OFFICIEL	TEXTES LEGISLATIFS	ACTE L'INSTITUANT	SERVICE RESPONSABLE
14	Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques.	L.323-3 à L.323-9 du code de l'énergie pour les SUP issues de la DUP et L.323-10 du code de l'énergie pour les SUP établies après la DUP au voisinage des ouvrages de transport et de distribution.	Ligne aérienne 63 KV N°1 ST HUBERT- Piquage ROMBAS. Ligne aérienne 63 KV N°1 MONTOIS - RICHEMONT. Ligne aérienne 225 KV N°1 GANDRANGE - Piquage GANDRANGE.	RTE- Centre Developpement & Ingénierie Nancy/SCET TSA 30007 - 8 rue de Versigny 54608 VILLERS-LES-NANCY Cedex Les demandes d'autorisation d'urbanisme sont à adresser à : GMR Lorraine 12 rue des Feivres 57070 METZ
INF0	Canalisations AIR LIQUIDE	Circulaire BSEI et arrêté du 4 août 2006 abrogé et remplacé par l'arrêté "multi-fluides" du 5 mars 2014 relatifs aux canalisations de transport de matières dangereuses. Décret n°2011-1241 du 05 octobre 2011.	Pour information.	AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE Région Est - Service Canalisations Route nationale 57270 RICHEMONT

DDT/MOTP 08/12/2020 3/ 3



Légende



Servitudes relatives à la protection des bois et forêts soumis au régime forestier



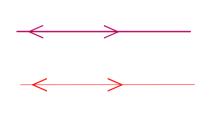
Servitudes de protection des Monuments Historiques classés -

inscrits.



Servitudes relatives à l'établissement des canalisations de transport et de distribution de gaz

Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques : Réseau 20 kV



Réseau 63 kV

Ensemble du ban

Réseau 225kV

Servitudes aéronautiques instituées pour la protection de l circuation aérienne, Servitudes l'extérieur des zones de dégagement concernant des installations particulères.

EL3 Servitudes de halage et marchepied

Plan Local d'Urbanisme de **GANDRANGE** 

## Plan des servitudes

Echelle: 1/5000e

APPROBATION: 28 juin 1985

APPROBATION DE LA REVISION PAR D.C.M. DU: 28 octobre 2010

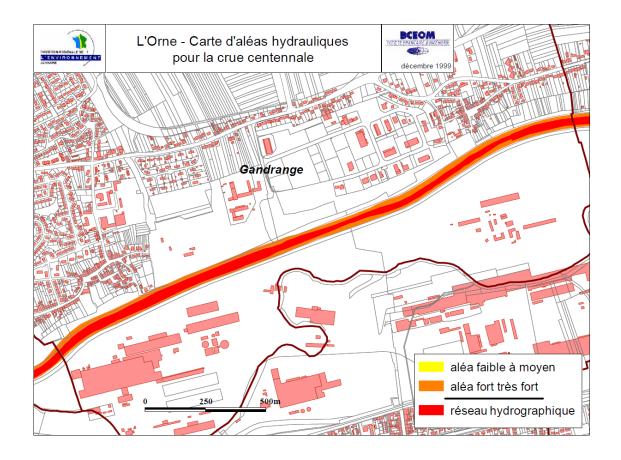
APPROBATION DE LA REVISION SIMPLIFIEE PAR D.C.M. DU: 28 mars 2013

A4 Atelier d'Architecture et d'Urbanisme Noëlle VIX-CHARPENTIER Architecte D.P.L.G. 8 rue du Chanoine Collin - 57000 METZ Tél : 03 87 76 02 32 Fax : 03 87 74 82 31

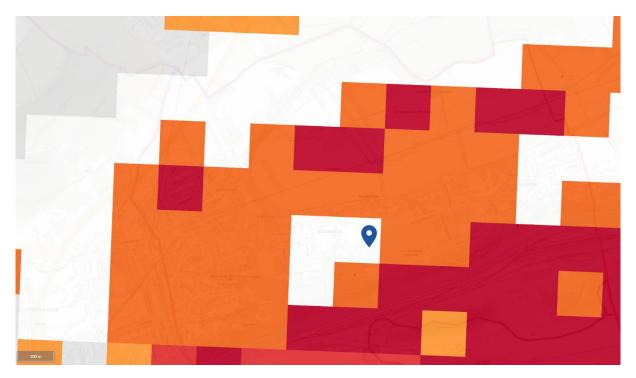
CESTE - Conseils, études et suivis technico Denis WILLEMIN Ingénieur Zone du Val Euromoselle Sud - 9a rue du Grand Pré 57140 Norroy-le-Veneur Tél : 03 87 76 78 39 Fax : 03 87 76 71 41



### 5- Aléas hydrauliques pour la crue centennale



#### 6-Risque de remontées de nappe Légende: Zones potentiellement sujettes Zones potentiellement sujettes Pas de débordement de nappe aux débordements de nappe aux inondations de cave ni d'inondations de cave fiabilité FORTE fiabilité FORTE fiabilité FORTE Zones potentiellement sujettes Zones potentiellement sujettes Pas de débordement de nappe aux débordements de nappe aux inondations de cave ni d'inondations de cave fiabilité MOYENNE fiabilité MOYENNE fiabilité MOYENNE Zones potentiellement sujettes Zones potentiellement sujettes Pas de débordement de nappe aux débordements de nappe aux inondations de cave ni d'inondations de cave fiabilité FAIBLE fiabilité FAIBLE fiabilité FAIBLE Pas de débordement de nappe Zones potentiellement sujettes Zones potentiellement sujettes aux débordements de nappe ni d'inondations de cave aux inondations de cave fiabilité INCONNUE fiabilité INCONNUE fiabilité INCONNUE



Cartographie du risque de remontées de nappe - Nord du ban (Source : Géorisques)



Cartographie du risque de remontées de nappe - Sud du ban (Source : Géorisques)

### Données consultables en suivant le lien ci-dessous :

<u>https://www.georisques.gouv.fr/mes-risques/connaitre-les-risques-pres-de-chez-moi/detail/REMNAPPE?form-</u>

commune=true&codeInsee=57242&city=Gandrange&typeForm=commune&postCode=57175&type=commune&lon=6.1353301580215&lat=49.272312013364&go\_back=/accueil-collectivite&adresse=57242%20Gandrange&longitude=6.1353301580215&latitude=49.272312013364&commune=Gandrange

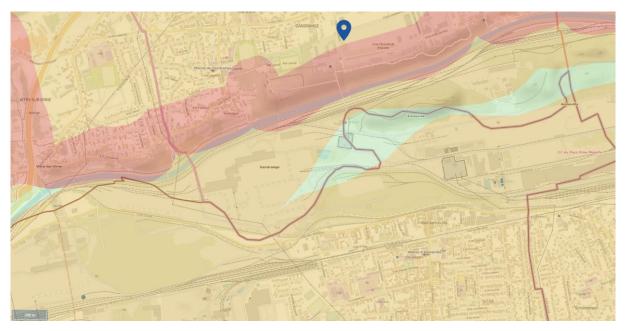
### 7-Aléa Retrait-gonflement des argiles

### Légende :





Cartographie de l'aléa Retrait-gonflement des argiles - Nord du ban (Source : Géorisques)



Cartographie de l'aléa Retrait-gonflement des argiles – Sud du ban (Source : Géorisques)

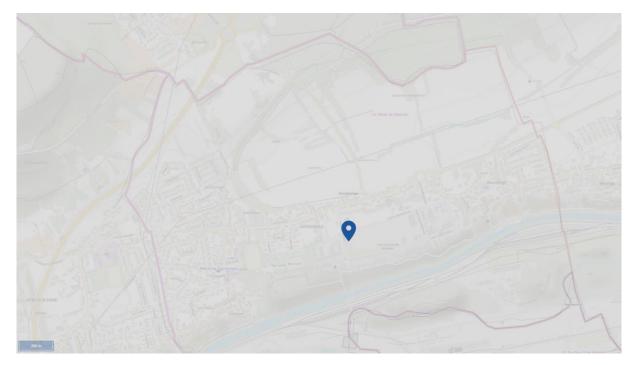
### Données consultables en suivant le lien ci-dessous :

https://www.georisques.gouv.fr/mes-risques/connaitre-les-risques-pres-de-chez-moi/detail/SEC?form-commune=true&codeInsee=57242&city=Gandrange&typeForm=commune&postCode=57175&type=commune&lon=6.1353301580215&lat=49.272312013364&go\_back=/accueil-collectivite&adresse=57242%20Gandrange&longitude=6.1353301580215&latitude=49.272312013364&commune=Gandrange

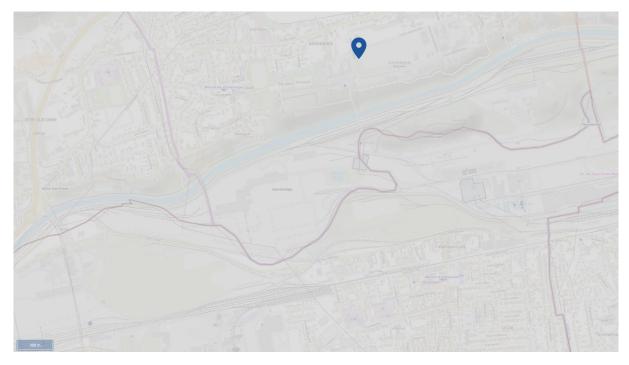
### 8-Aléa sismique

Légende :





Cartographie de l'aléa sismique- Nord du ban (Source : Géorisques)



Cartographie de l'aléa sismique – Sud du ban (Source : Géorisques)

### Données consultables en suivant le lien ci-dessous :

https://www.georisques.gouv.fr/mes-risques/connaitre-les-risques-pres-de-chezmoi/detail/SEISM?form-

<u>commune=true&codeInsee=57242&city=Gandrange&typeForm=commune&postCode=57175&type=commune&lon=6.1353301580215&lat=49.272312013364&go\_back=/accueil-collectivite&adresse=57242%20Gandrange&longitude=6.1353301580215&latitude=49.272312013364</u>

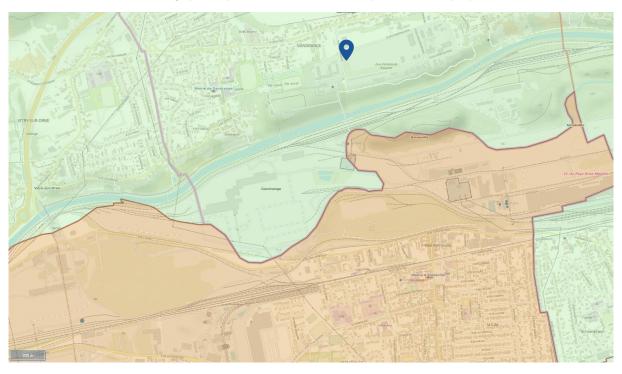
&commune=Gandrange

### 9-Potentiel radon

### Légende :



Cartographie du potentiel radon - Nord du ban (Source : Géorisques)



Cartographie du potentiel radon - Sud du ban (Source : Géorisques)

### Données consultables en suivant le lien ci-dessous :

https://www.georisques.gouv.fr/mes-risques/connaitre-les-risques-pres-de-chez-moi/detail/RADON?form-

commune=true&codeInsee=57242&city=Gandrange&typeForm=commune&postCode=57175&type=commune&lon=6.1353301580215&lat=49.272312013364&go\_back=/accueil-

collectivite&adresse=57242%20Gandrange&longitude=6.1353301580215&latitude=49.272312013364 &commune=Gandrange

### Chaudronnerie AUER (1)

O lieu dit les Sablières , 57175 Gandrange

Numéro d'établissement : SIRET :

0006206508 36280095500027

Activité principale : État d'activité :

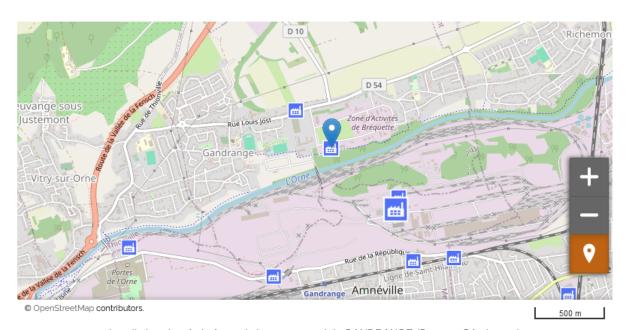
Non renseigné En fin d'exploitation

Régime en vigueur de l'établissement (2): Priorité nationale :

Autorisation Non

Statut SEVESO: IED - MTD:

Non Seveso Non



Installation classé située sur le ban communal de GANDRANGE (Source : Géorisques)

### Données consultables en suivant le lien ci-dessous :

<u>https://www.georisques.gouv.fr/mes-risques/connaitre-les-risques-pres-de-chez-moi/detail/INDUS?form-</u>

<u>commune=true&codeInsee=57242&city=Gandrange&typeForm=commune&postCode=57175&type=commune&lon=6.1353301580215&lat=49.272312013364&goback=/accueil-collectivite&adresse=57242%20Gandrange&longitude=6.1353301580215&latitude=49.272312013364</u>

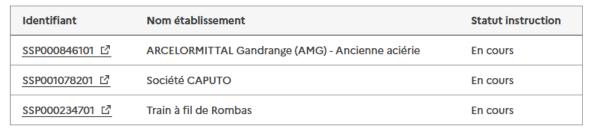
&commune=Gandrange

### 11-Sites pollués ou potentiellement pollués et anciens sites industriels ou activités de service



Cartographie des sites pollués ou potentiellement pollués et des anciens sites industriels ou activités de service sur GANDRANGE (Source : Géorisques)

### 3 site(s) pollué(s) ou potentiellement pollué(s) sur la commune



Liste des sites pollués ou potentiellement pollués (Source : Géorisques)

### 13 sites industriels ou activités de services

Identifiant	Nom établissement	État Activité principale
SSP3920118	Dépôt de liquides inflammables	Indéterminé
SSP3917172 <u>□</u>	Atelier de tôlerie chaudronnerie et dépôt d'acétylène dissous	Indéterminé
SSP3917171	Dépôt d'acétylène	En arrêt
SSP3917170	Garage et atelier de réparation	Indéterminé
SSP3917169	Garage et dépôt de liquides inflammables	Indéterminé
SSP3917168 <u>[27]</u>	Dépôt de liquides inflammables	En arrêt
SSP3917167	Serrurerie	Indéterminé

Liste des sites industriels ou activités de service (Source : Géorisques)

SSP3917166	Dépôt de gaz	Indéterminé
SSP3916639	décharge site de classe 3	Indéterminé
SSP3916638	décharge brute	Indéterminé
SSP3915875	Aciérie	Indéterminé
SSP3915706	Industrie des viandes	Indéterminé
SSP3915439	Site sidérurgique de Gandrange	Indéterminé

Liste des sites industriels ou activités de service – Suite (Source : Géorisques)

### Données consultables en suivant le lien ci-dessous :

https://www.georisques.gouv.fr/mes-risques/connaitre-les-risques-pres-de-chez-moi/detail/SSP?form-commune=true&codeInsee=57242&city=Gandrange&typeForm=commune&postCode=57175&type=commune&lon=6.1353301580215&lat=49.272312013364&go\_back=/accueil-collectivite&adresse=57242%20Gandrange&longitude=6.1353301580215&latitude=49.272312013364&commune=Gandrange

### 12-Installations nucléaires de base

### 1 installation(s) nucléaire(s) à proximité de votre adresse



Liste des installations nucléaires de base à proximité de GANDRANGE (Source : Géorisques)

13-Canalisations de transport de matières danger	202110
10 Canansations at transport at maticies danger	Cuscs



### Direction de la coordination et de l'appui territorial

### ARRÊTÉ DCAT/ BEPE/ N°2020- 222

du [3 1 DEC. 2020

Instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de matières dangereuses existantes exploitées par la société Air Liquide France Industrie sur le territoire du département de la Moselle

Le Préfet de la Moselle Chevalier de la Légion d'honneur Officier de l'Ordre national du Mérite

vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L554-5, L555-16, R554-41 3°, R554-46, R555-30 b), R555-30-1 II et R555-31 ;

vu le code de l'urbanisme notamment ses articles L.101-2, L.132-1, L.132-2, L.151-1 et suivants, L.153-60, L.161-1 et suivants, L.163-10, R.431-16;

vu le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles R. 122-22 et R. 123-46;

vu le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Laurent TOUVET préfet de la Moselle ;

vu l'arrêté du 5 mars 2014 modifié définissant les modalités d'application du chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement et portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques;

vu l'arrêté DCL n° 2020-A-27 du 24 août 2020 portant délégation de signature en faveur de Monsieur Olivier DELCAYROU, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

vu le rapport n°2008/01 du GESIP, édition de janvier 2014, « guide méthodologique pour la réalisation d'une étude de dangers concernant une canalisation de transport (hydrocarbures liquides ou liquéfiés, gaz naturel ou assimilé et produits chimiques) » ;

vu la révision quinquennale des études de dangers des canalisations de transport d'oxygène du réseau Air liquide France Industrie - réseau Est France, en date du 28 décembre 2015, et le complément révision 1 en date du 24 mars 2017 relatif aux distances des servitudes d'utilité publique;

vu la révision quinquennale des études de dangers des canalisations de transport d'azote du réseau Air liquide France Industrie - réseau Est France, en date du 20 décembre 2017 ;

vu la révision quinquennale des études de dangers des canalisations de transport d'hydrogène du réseau Air liquide France Industrie - réseau Est France, en date du 19 décembre 2019 ;

vu le rapport de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Grand Est, en date du 30 septembre 2020 ;

vu l'avis émis par le Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de la Moselle consulté du 9 au 18 décembre 2020 ;

Considérant que selon l'article L555-16 du code de l'environnement, les canalisations de transport de matières dangereuses doivent faire l'objet d'institution de servitudes d'utilité publique relatives à la maîtrise de l'urbanisation en raison des dangers et des inconvénients qu'elles présentent;

Considérant que selon l'article R555-30-b du code de l'environnement, les périmètres à l'intérieur desquels les dispositions en matière de maîtrise de l'urbanisation s'appliquent sont déterminés par les risques susceptibles d'être créés par une canalisation de transport de matières dangereuses en service, notamment les risques d'incendie, d'explosion ou d'émanation de produits toxiques, menaçant gravement la santé ou la sécurité des personnes.

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle,

### ARRÊTE

Article 1: objet

Des servitudes d'utilité publique (SUP) sont instituées, sur le territoire de 76 communes du département de la Moselle (listées en annexe 1), dans les zones d'effets générées par les phénomènes dangereux susceptibles de se produire sur les canalisations de transport d'hydrogène, d'oxygène et d'azote exploitées par la société Air liquide France Industrie (ALFI) dont le siège social est situé 6 rue Cognacq Jay – 75007 PARIS et dont la gestion est confiée au site Air liquide France Industrie à Richemont (57).

Pour chaque commune du département de la Moselle concernée, ces servitudes d'utilité publique sont établies conformément aux distances figurant dans les tableaux et sur les cartes présents dans l'annexe associée à la commune (annexe 2).

### Article 2:

Les servitudes d'utilité publique sont centrées sur le tracé des canalisations et ont des largeurs de demi-bande, de part et d'autre de la canalisation, telles que définies dans les annexes du présent arrêté.

Seules les distances SUP1 sont reproduites dans la carte annexée au présent arrêté. Les restrictions supplémentaires fixées par l'article 3 pour les projets d'urbanisme dont l'emprise atteint les SUP 2 ou 3 sont mises en œuvre dans le cadre de l'instruction de l'analyse de compatibilité obligatoire pour tout projet dont l'emprise atteint la SUP 1.

Les démarches effectuées dans le cadre de l'analyse de compatibilité sont réalisées par le maître d'ouvrage auprès du transporteur dont les coordonnées sont les suivantes :

Air liquide France Industrie 53 route Nationale 57270 RICHEMONT

<u>Article 3 :</u> définition des servitudes d'utilité publique et maîtrise de l'urbanisation Conformément à l'article R. 555-30 b) du code de l'environnement, les servitudes sont les suivantes, en fonction des zones d'effets : <u>Servitude SUP1, correspondant à la zone d'effets létaux (PEL) du phénomène dangereux de référence majorant au sens de l'article R555-10-1 du code de l'environnement</u>:

La délivrance d'un permis de construire relatif à un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou à un immeuble de grande hauteur et son ouverture est subordonnée à la fourniture d'une analyse de compatibilité ayant reçu l'avis favorable du distributeur ou, en cas d'avis défavorable du distributeur, l'avis favorable du Préfet rendu au vu de l'expertise mentionnée au III de l'article R. 555-31 du code de l'environnement. L'analyse de compatibilité est établie conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 5 mars 2014 susvisé.

<u>Servitude SUP2, correspondant à la zone d'effets létaux (PEL) du phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R555-10-1 du code de l'environnement</u> :

L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 300 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.

Servitude SUP3, correspondant à la zone d'effets létaux significatifs (ELS) du phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R555-10-1 du code de l'environnement : L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.

Article 4: information du transporteur

Conformément à l'article R555-30-1 du code de l'environnement, le maire informe le transporteur de toute demande de permis de construire, certificat d'urbanisme opérationnel ou de permis d'aménager concernant un projet situé dans l'une des zones définies à l'article 3 du présent arrêté.

Article 5 : enregistrement des servitudes

Les servitudes instituées par le présent arrêté sont annexées aux plans locaux d'urbanisme et aux cartes communales des communes concernées conformément aux articles L151-43, L153-60, L161-1 et L163-10 du code de l'urbanisme.

Article 6: publication

En application du R554-60 du code de l'environnement, le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et sur le site internet de la Préfecture de la Moselle.

Pour chaque commune concernée, le corps de l'arrêté ainsi que l'annexe associée à la commune seront adressés au maire de la commune ou aux présidents des établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière d'urbanisme.

En cas de modification de l'arrêté, pour chaque commune concernée, le corps de l'arrêté ainsi que l'annexe associée à la commune seront adressés au maire.

Article 7: voie de recours

Cet arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Les particuliers et les personnes morales de droit privé non chargées de la gestion d'un service public peuvent désormais déposer leur recours par voie dématérialisée via l'application Télérecours depuis le site <a href="http://www.telerecours.fr/">http://www.telerecours.fr/</a>.

### Article 12: exécution

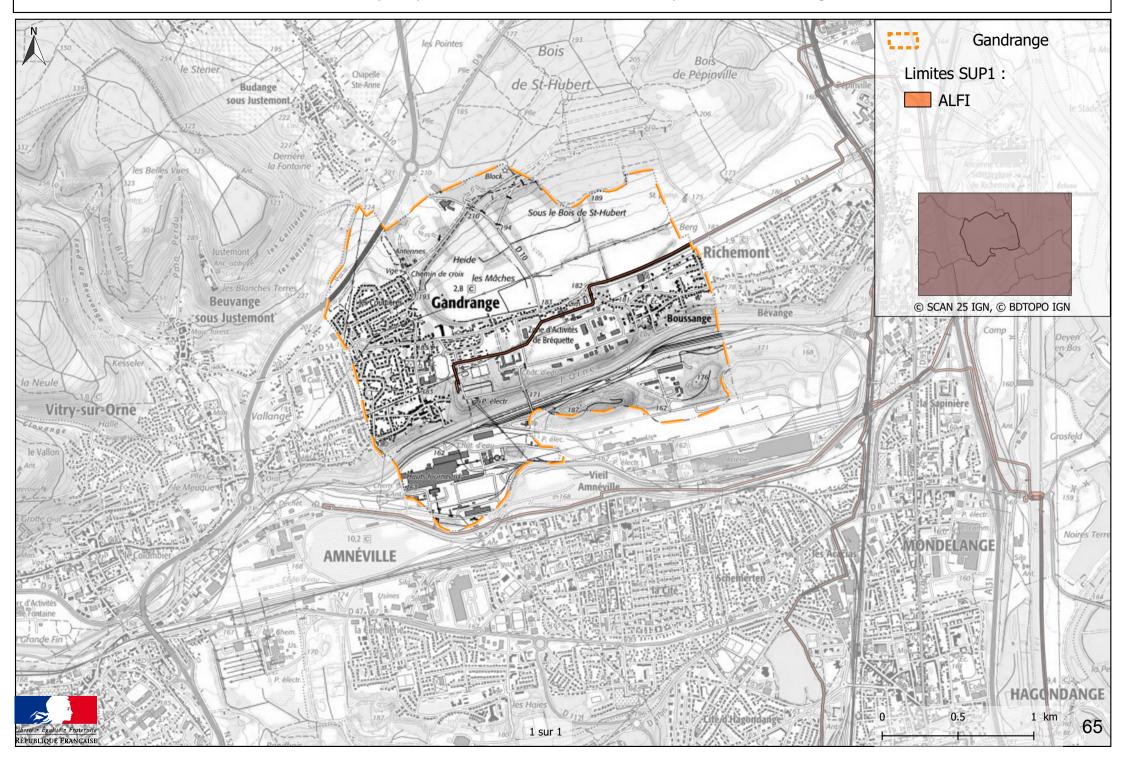
Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle, les présidents des établissements publics compétents, les maires des communes concernées, le directeur départemental des territoires de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand-Est sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée, ainsi qu'au directeur de la société Air Liquide France Industrie.

Fait à Metz, le 3 / SFC 2020

Le préfet, pour le préfet, le secrétaire général par intérim

Thierry HEGAY

### Servitudes d'utilité publique autour des canalisations de transport de matières dangereuses



## Annexe 26 : Caractérisation des canalisations de transport de matières dangereuses exploitées par AIR LIQUIDE France Industrie et de leurs bandes de servitudes d'utilité publique sur la commune de Gandrange

Nom de la commune	Code Insee	Nom du Transporteur	Adresse du Transporteur
Gandrange	57242	AIR LIQUIDE France Industrie (ALFI)	Air Liquide France Industrie 53 route Nationale 57270 Richemont

### Tableaux des caractéristiques :

Dans les tableaux ci-dessous :

- PMS : Pression Maximale de Service de la canalisation
- DN : Diamètre Nominal de la canalisation.
- Distances S.U.P (SUP1, SUP2, SUP3) : Distances en mètres de part et d'autre de la canalisation définissant les limites des zones concernées par les servitudes d'utilité publique.

En cas d'écart entre les valeurs des distances SUP figurant dans les tableaux ci-dessous et la représentation cartographique des SUP telle qu'annexée au présent arrêté, les valeurs des tableaux font foi, appliquées au tracé réel des canalisations concernées.

NOTA 1 : Si la SUP1 du tracé adjacent enterré est plus large que celle d'un tronçon aérien, c'est elle qui doit être prise en compte au droit du tronçon aérien.

NOTA 2 : La longueur mentionnée correspond à la longueur de la canalisation traversant la commune impactée. Elle est arrondie au décimètre.

NOTA 3 : Si la SUP1 du tracé adjacent est plus large que celle de l'installation annexe, c'est elle qui doit être prise en compte au droit de l'installation annexe.

### Ouvrages traversant la commune :

Nom de la Canalisation	PMS	DN	Longueur (m)	Implantation	SUP1	SUP2	SUP3
Antenne N2 Gandrange 40 bar	64	100	21,4	Enterré	5	5	5
RICHEMONT-GANDRANGE N2	40	350	2016,2	Enterré	5	5	5
GANDRANGE-RICHEMONT O2	40	300	2073,8	Enterré	5	5	5

### Ouvrages ne traversant pas la commune, mais dont les zones d'effets atteignent cette dernière :

Néant

### Installations annexes situées sur la commune :

Nom de l'installation	SUP1	SUP2	SUP3
Cabine N2 Gandrange 40 bars	5	5	5

### <u>Installations annexes non situées sur la commune, mais dont les zones d'effets</u> atteignent cette dernière :

Néant



AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE Région Est Service Canalisations 57270 RICHEMONT Tél.: 33 (0) 3 82 86 20 11

Fax: 33 (0) 3 82 86 20 11

Direction Départementale des Territoires Service Aménagement Biodiversité Eau Unité Planification Aménagement et Urbanisme 17 Quai Paul Wiltzer – BP31035 57036 METZ

Richemont, le 01 avril 2025

Affaire suivie par : Affaire suivie par GRITTI Huguette - huguette.gritti@moselle.gouv.fr

N/Réf : PLU/2025/C/01-PRO/CTH Objet : Révision du PLU de GANDRANGE

Madame, Monsieur,

Suite à votre courrier du 27 mars 2025 concernant la révision du PLU de GANDRANGE nous avons l'honneur de vous informer que des communes sont concernées par l'existence d'installations annexes ou le passage de canalisations de transport dont nous assurons la gestion et l'entretien.

#### Information concernant les Servitude d'Utilité Publique

Des servitudes d'utilité publique ont été instaurées sur les communes sus-citées conformément à l'article R.555-30 du Code de l'Environnement. Ces servitudes s'appliquent dans le cadre de la délivrance d'un permis de construire relatif à un établissement recevant du public (ERP) de plus de 100 personnes ou à un immeuble de grande hauteur (IGH).

Pour rappel, l'article R.555-30-1 du Code de l'Environnement indique une obligation de la part des maires à transmettre au transporteur toute demande relative à un permis de construire, un certificat d'urbanisme opérationnel ou de permis d'aménager pour un projet localisé dans les servitudes d'utilité publique établies.

L'arrêté préfectoral qui instaure ces servitudes est l'arrêté du 31/12/2020. Les valeurs des Servitudes d'Utilité Publique et ainsi que la cartographie de la servitude la plus large (dite SUP 1) sont détaillées dans cet arrêté. Si votre commune n'a pas été notifiée de cet arrêté merci de vous adresser à la Préfecture.

#### Information concernant les autres servitudes

Une bande de servitude de 2,5 m minimum de part et d'autre de chaque canalisation est nécessaire pour l'exploitation de nos réseaux (accès permanent pour la surveillance ou les travaux ponctuels). Cette bande est "non aedificandi" et "non sylvandi". Dans cette bande, seuls les murets de 0,4 m de hauteur et de profondeur ainsi que la plantation d'arbre dont les racines s'enterrent à moins de 0,6 m sont autorisés.



### Information concernant les études de dangers

Conformément à l'article R.554-46 du code de l'environnement, chaque canalisation soumise à autorisation fait l'objet d'une étude de dangers dans laquelle sont étudié les risques inhérents aux canalisations et produits transportés ainsi que les moyens de protection de l'environnement.

Cette étude établit des zones à potentiel de danger dans lesquelles il est fortement déconseillé de construire. La construction à l'intérieur de ces zones pourra nécessiter la mise en place de mesures compensatoires pour atteindre un niveau de sécurité acceptable.

La plus large zone à potentiel de danger correspond à la plus large des Servitudes d'Utilité Publique (dite SUP 1) qui est représentée dans l'arrêté préfectoral sus-cité.

Les études de dangers, leurs ré-examens quinquennaux et les mises à jour le cas échéant, sont envoyés au service chargé du contrôle (DREAL) qui les instruit.

### Obligations en cas de travaux à proximité de nos ouvrages

Nous souhaitons rappeler qu'il existe une réglementation relative aux travaux à proximité des réseaux.

Tout responsable d'un projet de travaux se doit de consulter le Guichet Unique des réseaux (<u>www.reseaux-et-canalisations.ineris.fr</u>) et d'adresser aux exploitants de réseaux à proximité des travaux envisagés, une Déclaration de projet de Travaux (DT).

Tout exécutant de travaux se doit de consulter le Guichet Unique des réseaux et d'adresser une Déclaration d'Intention de Commencement des Travaux (DICT) à l'exploitant si celui-ci avait répondu qu'il était concerné par le projet.

### Contact en cas d'incident

Enfin, en cas d'incident sur la canalisation ou de toute activité suspecte aux abords de nos ouvrages, merci de téléphoner au 03 82 86 20 11.

Nous restons à votre disposition pour tout complément d'information. Nous informerons les communes de tout nouveau projet ou de toute modification du réseau qui impacterait celles-ci.

Par ailleurs, nous vous informons que nous souhaitons être associés être consultés dans le cadre de l'élaboration PLUi sus-cité.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

ALFI-LI
AIR LIQUIDE France Industrie
CANALISATION
57270 RICHEMONT
Tél: 03 82 86 20 11
Mail: travaux.est.alfi@airliquide.com

**Technicien Canalisation PATRICK ROMY** 



### Caractéristiques de l'ouvrage:

Canalisation Azote  Effet de sous-oxygénation					
ID PIPE	Désignation du tronçon	DN	Type de pose	Distances de s RT - PEL & SUP1	sécurité (en m) PB - ELS
ID3191	N2 RICHEMONT_GANDRANGE N2	350	Enterré	5	5

RT : Rupture Totale		
PB : Petite Brèche		
	effet de surpression majorant	Eclatement BAUM : 140 mbar
	effet de sous oxygénation majorant	Sous -oxygénation : 11% d'O2

Canalisation Oxygène Effet de sur-oxygénation					
ID PIPE	Désignation du tronçon	DN	Type de pose	Distances de s RT - PEL & SUP1	écurité (en m) PB - ELS
ID3193	O2 GANDRANGE_RICHEMONT O2	300	Enterré	5	5

RT: Rupture Totale		
PB : Petite Brèche		
	effet de surpression majorant	Eclatement BAUM : 140 mbar
	effet de sous oxygénation majorant	Sous -oxygénation : 11% d'O2



### PREFET DE LA MOSELLE

#### Préfecture

Direction des Libertés Publiques

### Arrêté N° 2016-DLP-BUPE-246 du 2 1 007, 2016

Instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel existantes, exploitées par la société GRT Gaz sur le territoire de 216 communes du département de la Moselle

### LE PREFET DE LA MOSELLE, OFFICIER DANS L'ORDRE DE LA LEGION D'HONNEUR OFFICIER DANS L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

Vu le Code de l'Environnement, et notamment les articles L555-16, R555-30b et R555-46;

Vu le Code de l'Urbanisme notamment les articles L151-43 et L153-60, L161-1 et L163-10 ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation, notamment les articles R122-22 et R123-46 :

Vu l'arrêté du 5 mars 2014 définissant les modalités d'application du chapitre V du titre V du livre V du Code de l'Environnement et portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques ;

Vu le rapport de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Grand-Est, du 29 septembre 2016 ;

Vu l'avis émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques de la Moselle le 17 octobre 2016 ;

Considérant que les canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques, en service à la date de l'entrée en vigueur des articles R.555-1 et suivants du Code de l'Environnement, doivent faire l'objet d'institution de servitudes d'utilité publique relatives à la maîtrise de l'urbanisation en raison des dangers et des inconvénients qu'elles présentent ;

Considérant que selon l'article L.555-16 du Code de l'Environnement, les périmètres à l'intérieur desquels les dispositions en matière de maîtrise de l'urbanisation s'appliquent sont déterminés par les risques susceptibles d'être créés par une canalisation de transport en service, notamment les risques d'incendie, d'explosion ou d'émanation de produits toxiques, menaçant gravement la santé ou la sécurité des personnes;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de la Moselle,

### ARRETE

<u>Article 1<sup>er</sup></u>: Des servitudes d'utilité publique sont instituées dans les zones d'effets générées par les phénomènes dangereux susceptibles de se produire sur les canalisations de transport de gaz naturel existantes, exploitées par la société GRTGAZ sur le territoire de 216 communes du département de la Moselle (listées en annexe 1).

Ces servitudes d'utilité publique sont établies conformément aux distances figurant dans les tableaux et sur les cartes joints à l'annexe 2 du présent arrêté.

<u>Article 2</u>: Les servitudes d'utilité publique sont centrées sur le tracé des canalisations et ont des largeurs de demi-bande, de part et d'autre de la canalisation, telles que définies dans l'annexe 2 du présent arrêté.

Seules les distances SUP1 sont reproduites dans les cartes annexées au présent arrêté. Les restrictions supplémentaires fixées par l'article 3 pour les projets d'urbanisme dont l'emprise atteint les SUP2 ou 3 sont mises en œuvre dans le cadre de l'instruction de l'analyse de compatibilité obligatoire pour tout projet dont l'emprise atteint la SUP1.

<u>Article 3</u>: Conformément à l'article R.555-30b du Code de l'Environnement, les servitudes sont les suivantes, en fonction des zones d'effets :

- Servitude SUP1, correspondant à la zone d'effets létaux (PEL) du phénomène dangereux de référence majorant au sens de l'article R.555-39 du Code de l'Environnement :

La délivrance d'un permis de construire relatif à un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou à un immeuble de grande hauteur est subordonnée à la fourniture d'une analyse de compatibilité ayant reçu l'avis favorable du transporteur ou, en cas d'avis défavorable du transporteur, l'avis favorable du Préfet rendu au vu de l'expertise mentionnée au III de l'article R.555-31 du Code de l'Environnement.

L'analyse de compatibilité est établie conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 5 mars 2014 susvisé.

- Servitude SUP2, correspondant à la zone d'effets létaux (PEL) du phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R.555-39 du Code de l'Environnement : L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 300 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.
- Servitude SUP3, correspondant à la zone d'effets létaux significatifs (ELS) du phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R.555-39 du Code de l'Environnement :

L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.

Article 4 : Conformément à l'article R.555-46 du Code de l'Environnement, le maire informe le transporteur de tout permis de construire ou certificat d'urbanisme (d'information ou opérationnel) délivré dans l'une des zones définies à l'article 3.

<u>Article 5</u>: Les servitudes instituées par le présent arrêté sont annexées sans délai par le maire au document d'urbanisme en vigueur dans la commune.

<u>Article 6</u>: Le présent arrêté et ses annexes sont publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Moselle, ainsi que sur le site internet de la préfecture de la Moselle : « <u>www.moselle.gouv.fr</u> - publications — publicité légales toutes enquêtes publiques — Servitudes d'utilité publique ».

L'arrêté composé de la liste des communes et de l'annexe associée à chaque commune est adressé au maire concerné.

En cas de modification ultérieure, l'arrêté et l'annexe associée seront adressés au maire de la commune concernée par ladite modification.

La carte des servitudes d'utilité publique figurant en annexe 2 du présent arrêté peut être consultée par le public en mairies, à la DREAL (Service prévention des risques anthropiques) ou à la préfecture de la Moselle (DLP – Bureau de l'utilité publique et de l'environnement).

<u>Article 7</u>: Cet arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 8: Le Secrétaire général de la préfecture de la Moselle, les maires des communes concernées, la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Grand-Est, le Directeur de la société GRTGAZ sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée M. le Directeur Départemental des Territoires de la Moselle.

LE PREFET, Pour le Préfet, Le Secrétaire Général

Alain CARTON

#### ANNEXE 1: liste des communes

Algrange
Altrippe
Alzing
Amelécourt
Aménville
Angevillers
Argancy
Ars-Laquenexy
Audun le Tiche

Aumetz Bambiderstroff

Barst

Behren-lès-Forbach

Bénestroff

Béning-lès-Saint-Avold

Bérig-Vintrange Bermering Biding Bining

Blies-Ebersing
Bliesbruck
Boucheporn
Boulay-Moselle
Bourgaltroff

Bousbach Boustroff Bouzonville Brettnach

Brouviller
Buhl-Lorraine
Burlioncourt
Cappel
Carling
Chambrey
Charly-Oradour
Château-Salins
Cheminot

Chieulles Cocheren Coin-lès-Cuvry Coin-sur-Seille

Coincy Colmen

Condé-Northen

Conthil Coume

Courcelles-Chaussy

Cuvry Dalhain

Danne-et-Quatre-Vents

Diesen Dieuze

Diffembach-lès-Hellimer

Ennery Erching Erstroff Etzling Fameck Farébersviller

Filstroff
Flastroff
Florange
Folkling
Forbach
Francaltroff
Gandrange

Gerbécourt Glatigny Gréning

Grindorff-Bizing Gros-Réderching Grostenquin Guébestroff Guenviller Guerstling Guerting

Guessling-Hémering

Haboudange Hagondange Halstroff

Ham-sous-Varsberg

Hambach

Haraucourt-sur-Seille Hargarten-aux-Mines

Harprich
Hauconcourt
Havange
Hayange
Hellimer
Helstroff
Hilsprich
Holling
Holving
Hommarting
Hoste
L'Hôpital
Laudrefang

L'Hôpital
Laudrefang
Launstroff
Léning
Les Etangs
Leyviller

Lixing-lès-Rouhling

Longeville-lès-Saint-Avold

Lubécourt Macheren

Maizières-lès-Metz

Malroy Manderen

Marange-Silvange

Marimont-lès-Bénestroff

Marly Marsal Maxstadt Meisenthal Merschweiler

Mey Mittelbronn Momerstroff Montbronn

Metz

Montois-la-Montagne Montoy-Flanville Morhange

Morhange Morsbach Moyenvic

Moyeuvre-Grande Moyeuvre-Petite

Mulcey

Narbéfontaine

Nelling Neufgrange

Neunkirchen-lès-Bouzonville

Niedervisse Nilvange Noisseville Nouilly

Nousseviller-Saint-Nabor

Oberdorff
Obergailbach
Obervisse
Oeting
Ottonville
Peltre

Petit-Tenquin
Pévange
Phalsbourg
Pierrevillers
Pontpierre
Porcelette

Pouilly

Pournoy-la-Chétive

Puttigny
Racrange
Rahling
Ranguevaux
Réding
Rémelfang
Rémeling
Retonfey
Riche

Richeling Rimling

Ritzing

Rochonvillers

Rohrbach-lès-Bitche

Rombas Rosselange Rouhling Russange Saint-Avold Saint-Jean-Koutzerode Saint-Jean-Rohrbach Saint-Louis-lès-Bitche

Saint-Médard

Sainte-Marie-aux-Chênes

Sarralbe
Sarrebourg
Sarreguemines
Sarreinsming
Seingbouse
Semécourt
Sillegny
Soucht
Spicheren
Terville
Téterchen

Téting-sur-Nied Théding Thionville

Tressange

Tritteling-Redlach

Tromborn

Vahl-lès-Bénestroff Vahl-lès-Faulquemont

Val-de-Bride Vallerange Valmunster Vannecourt Vantoux Vany Varize Vaudreching

Vaxy Velving Vergaville Viller Virming

Vitry-sur-Orne Waldwisse Waltembourg Wiesviller Willerwald Wittring

Woelfling-lès-Sarreguemines

Zetting Zimming

Vu pour être annexé à l'arrêté 2016-DLP-BUPE-246 du (1/2)

2 4 007. 2016

LE PREFET, Pour le Préfet, Le Secrétaire général,

Alain CARTON

# **ANNEXE 2**

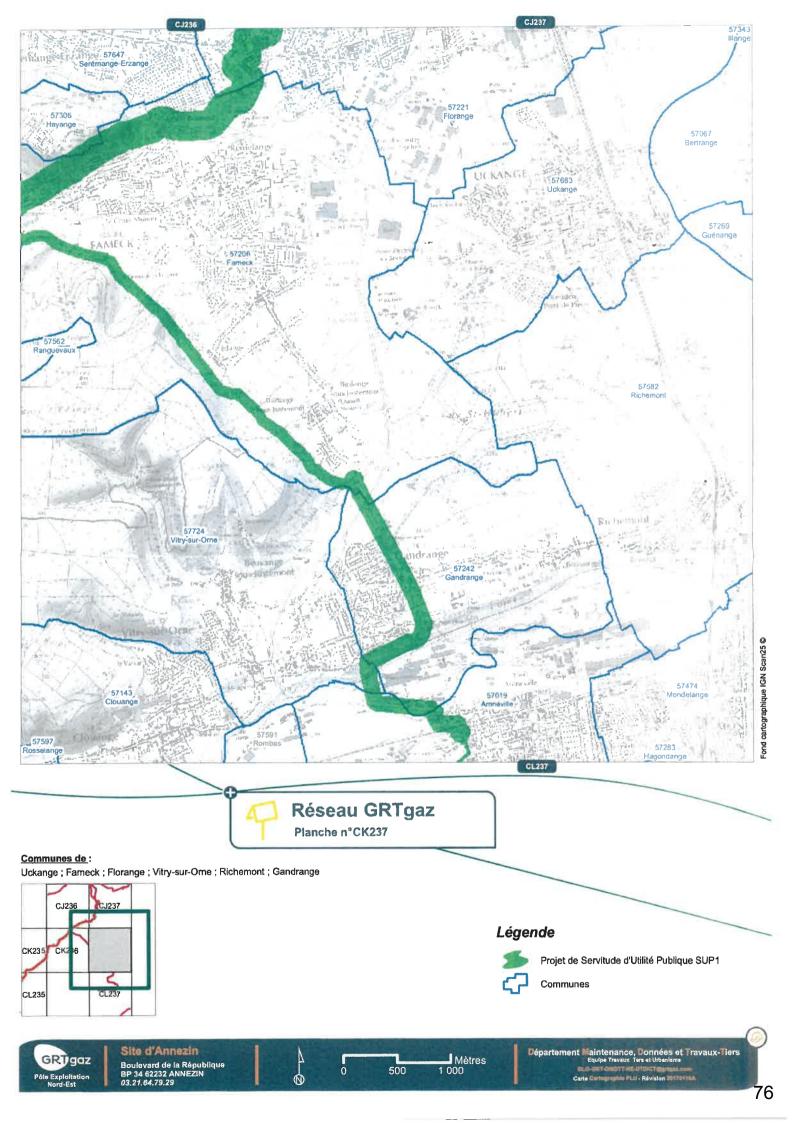
Arrêté instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel existantes, exploitées par la société GRT Gaz sur le territoire de 216 communes du département de la Moselle

- fiche de caractérisation des canalisations de transport de gaz naturel exploitées par GRT Gaz et de leurs bandes de servitudes d'utilité publique
- carte au 1/25000<sup>e</sup> matérialisant les servitudes d'utilité publique autour des canalisations de transport

Vu pour être annexé à l'arrêté 2016-DLP-BUPE-246 du (2/2)

LE PREFET, Pour le Préfet, Le Secrétaire général,

Alain CARTON





#### Règlement

La présence des ouvrages GRTgaz doit être signalée avec le rappel des SUP d'implantation et de passage et des distances des SUP d'effets pour la maitrise de l'urbanisation.

Plus particulièrement, il conviendra d'indiquer dans les dispositions générales et/ou dans chaque zone concernée par les ouvrages GRTgaz :

- Pour permettre une bonne exploitation du réseau GRTgaz, il est souhaitable de faire apparaître, en tête du règlement des zones du PLU, la mention suivante :
   « Sont admis, dans l'ensemble des zones définies ci-après sauf mention contraire, les canalisations (conduites enterrées et installations annexes) de transport de gaz ou assimilé y compris les ouvrages techniques nécessaires à leur fonctionnement et leur bornage, ainsi que les affouillements et exhaussements inhérents à leur construction et aux interventions ultérieures relatives au maintien de la sécurité. »
- Les interdictions et règles d'implantation associées aux servitudes d'implantation et de passage des canalisations (zone non aedificandi et non sylvandi).
- Les interdictions et règles d'implantations associées aux servitudes d'utilité publique d'effets pour la maitrise de l'urbanisation et de détailler les modalités de l'analyse de compatibilité.
- L'obligation d'informer GRTgaz de toute demande de permis de construire, de certificat d'urbanisme opérationnel ou de permis d'aménager concernant un projet situé dans l'une des zones précitées de nos ouvrages (Art. R. 555-30-1. – I issu du code de l'environnement, créé par le décret n° 2017-1557 du 10 novembre 2017)
- La règlementation anti-endommagement en rappelant le site internet du Guichet Unique des réseaux pour les Déclarations de Travaux (DT) et Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (DICT).

Comme l'indique la Note Technique du 7 janvier 2016 du Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie « il relève de la seule responsabilité des maires ou collectivités en charge de l'élaboration des documents d'urbanisme de fixer, le cas échéant, des contraintes d'urbanisme pour d'autres catégories de constructions que les ERP et IGH ».

Document	graphique du règlement – plan de zonage

Les SUP d'effets pour la maîtrise de l'urbanisation de tous les ouvrages GRTgaz (SUP1, qui englobe la SUP d'implantation et de passage) doivent apparaître dans les documents graphiques du règlement des zones, en application de l'article R.151-34 du code de l'urbanisme. Les risques technologiques induits par la présence des ouvrages de transport de gaz sont à prendre en compte notamment pour la construction et l'ouverture d'ERP de plus de 100 personnes et d'IGH.

# Changement de destination des zones

Les changements de destination devront être conformes aux spécifications des ouvrages de transport de gaz naturel haute pression et de leurs SUP d'effets pour la maîtrise de l'urbanisation.

Il convient d'éviter la création de zone urbaine (U) ou à urbaniser (AU) dans les SUP des ouvrages GRTgaz et la densification des zones déjà ouvertes à l'urbanisation.

SA au capital de 620 424 930 euros RCS Nanterre 440 117 620 www.grtgaz.com

Page 11 sur 12



#### Espaces Boisées Classés

La présence de nos ouvrages et leur bande de <u>servitude d'implantation</u> ne sont pas compatibles avec un Espace Boisé Classé. Pour mémoire, cette bande de servitude est une bande de libre passage. Cette bande est *non-aedificandi* et *non-sylvandi*. Dans cette bande, les constructions, la modification du profil du terrain, les plantations d'arbres ou arbustes potentiellement de plus de 2,7 mètres de hauteur et toutes pratiques culturales dépassant plus de 0,6 mètres de profondeur sont interdites.

Plan des Servitudes d'Utilité Publique

La représentation des Servitudes d'Utilité Publique de tous les ouvrages doit être matérialisée sur le plan (servitude d'implantation et de passage l3 et SUP 1 pour intégrer les SUP de maîtrise de l'urbanisation).

# Liste des Servitudes d'Utilité Publique

Le détail de la servitude l3 (SUP d'implantation et de passage) doit être rappelé en précisant la largeur de la zone non-aedificandi et non-sylvandi des canalisations.

Le détail des SUP d'effets pour la maîtrise de l'urbanisation doivent être ajoutées sur la liste des SUP en plus de la SUP d'implantation et de passage pour tenir compte du ou des arrêtés préfectoraux instituant les servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques.

Prendre en compte l'adresse suivante pour le service responsable des servitudes et des travaux :

GRTgaz
Pôle Exploitation Nord Est
Département Maintenance Données et Travaux Tiers
Centre Travaux Tiers et Urbanisme
Boulevard de la République
BP 34
62232 Annezin

SA au capital de 620 424 930 euros RCS Nanterre 440 117 620 www.grtgaz.com

Page 12 sur 12



Direction des Opérations Pôle Exploitation Nord Est Département Maintenance, Données et Travaux Tiers Boulevard de la République BP 34 62232 Annezin



DDT Aménagement Biodiversité Eau Division Aménagement - Planification de l'Urbanism 17 QUAI PAUL WILTZER - BP 31035 57036 METZ CEDEX 01

Affaire suivie par : Madame SUZZI Agnès

VOS RÉF.

Délibération du 17/12/2019

NOS RÉF.

U2020-000282

INTERLOCUTEUR Centre Travaux Tiers et Urbanisme (03.21.64.79.29)

OBJET

Révision du PLU de la commune de GANDRANGE (57)

Annezin, le 12 octobre 2020

#### Madame,

Nous accusons réception de votre courrier relatif à la révision du projet cité en objet reçu par nos services en date du 15/09/2020.

Le territoire de la commune de GANDRANGE est impacté par des ouvrages de transport de gaz naturel haute pression appartenant à GRTgaz.

Le transport de gaz, d'hydrocarbures et de produits chimiques par canalisation est indispensable à l'approvisionnement énergétique de notre pays et à son développement économique. Il est reconnu comme le mode de transport le plus sûr et de moindre impact pour l'environnement. Il nécessite toutefois des précautions particulières en matière d'urbanisme afin de limiter l'exposition des riverains aux risques résiduels occasionnés par les canalisations.

Au travers des textes réglementaires, des dispositions visant à garantir l'exploitation et la sécurité des ouvrages de transport de gaz naturel et à maitriser l'urbanisation à proximité de ces mêmes ouvrages existent et doivent être prises en compte dans les réflexions et documents d'urbanisme.

En effet, c'est à l'occasion de l'évolution des documents d'urbanisme, que devront être intégrés les éléments relatifs à nos ouvrages de manière à concilier les enjeux de densification urbaine et de sécurité pour les personnes et les biens (articles L.101-2, L.151-43 et L.152-7 du Code de l'Urbanisme). Cette intégration devra intervenir à plusieurs niveaux dans le PLU.

Aussi, nous vous prions de bien vouloir trouver sous ce pli des renseignements caractérisant nos ouvrages et précisant les dispositions qui s'y rattachent :

- Une fiche de présentation des ouvrages impactant le territoire et les coordonnées de GRTgaz
- Une fiche d'information sur les servitudes d'utilité publique d'implantation et de passage (l3)
- Une fiche d'information sur les servitudes d'utilité publique relatives à la maîtrise de l'urbanisation [11]

SA au capital de 620 424 930 euros RCS Nanterre 440 117 620 www.grtgaz.com

Page 1 sur 12



- Une fiche de rappel de la réglementation anti-endommagement.
- Une fiche d'aide à l'intégration des éléments relatifs à nos ouvrages dans les différentes pièces PLUi

En outre, sont également joints au présent courrier :

 Les plans papier sur fond IGN des communes sur lequel sont représentées les SUP des ouvrages de transport de gaz naturel et dans lesquelles tout projet d'urbanisme est à nous adresser le plus en amont possible

Pour tout renseignement complémentaire, nous vous remercions de prendre contact avec l'Interlocuteur indiqué en en-tête.

Enfin, nous vous demandons de bien vouloir nous faire parvenir, pour consultation, le projet d'élaboration du PLU « arrêté » afin que nous puissions vous faire part de nos observations éventuelles.

Nous restons à votre disposition pour tout complément que vous jugeriez utile et vous prions d'agréer, Madame, l'expression de nos salutations distinguées.

Yann VAILLAND

Responsable du Département Maintenance, Données et

Travaux Tiers

SA au capital de 620 424 930 euros RCS Nanterre 440 117 620 www.grtgaz.com

Page 2 sur 12



# FICHE DE PRESENTATION DES OUVRAGES DE GRTgaz IMPACTANT LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE

Le territoire de la commune de **GANDRANGE** est impacté par plusieurs ouvrages de transport de gaz naturel sous pression, exploités par la société GRTgaz, dont les caractéristiques sont explicitées ci-dessous.

Pour permettre une bonne exploitation du réseau GRTgaz, il est souhaitable de faire apparaître, en tête du règlement des zones du PLU, la mention suivante :

« Sont admis, dans l'ensemble des zones définies ci-après sauf mention contraire, les canalisations (conduites enterrées et installations annexes) de transport de gaz ou assimilé y compris les ouvrages techniques nécessaires à leur fonctionnement et leur bornage, ainsi que les affouillements et exhaussements inhérents à leur construction et aux interventions ultérieures relatives au maintien de la sécurité. »

De plus, dans chaque zone traversée par un ouvrage GRTgaz, il est nécessaire que soient autorisés à la construction les équipements d'intérêt collectif et de service public.

#### I. COORDONNEES de GRTgaz

Pour toute information ou demande relative à ces ouvrages ou pour l'application des différentes servitudes d'utilité publique associées, il sera nécessaire de se rapprocher du service :

GRTgaz

Pôle Exploitation Nord Est
Département Maintenance Données et Travaux Tiers
Centre Travaux Tiers et Urbanisme
Boulevard de la République
BP 34

62232 Annezin Téléphone : 03.21.64.79.29

En cas d'urgence ou d'incident sur nos ouvrages, un Numéro VERT est disponible 24h/24 : 0800 30 72 24

#### II. CANALISATIONS

#### Canalisations traversant le territoire de la commune

Ces ouvrages impactent le territoire de la commune à la fois pour les servitudes d'utilité publique d'implantation et de passage (voir fiche d'information sur les servitudes d'utilité publique de d'implantation et de passage I3) et pour les servitudes d'utilité publique d'effets (voir fiche d'information sur les servitudes d'utilité publique d'effets pour la maîtrise de l'urbanisation I1)

Nom Canalisations	DN (-)	PMS (bar)
DN300-1953-FAMECK-MARANGE-SILVANGE (MONTOY MARANGE)	300	46
DN150-2006-AMNEVILLE-AMNEVILLE (CI ISPAT)	150	67.7
DN150-2006-AMNEVILLE-AMNEVILLE (CI ISPAT)	200	46
DN150-2006-AMNEVILLE-AMNEVILLE (CI ISPAT)	200	67.7

DN : Diamètre nominal (sans unité) ; PMS : Pression Maximale en Service

SA au capital de 620 424 930 euros RCS Nanterre 440 117 620 www.grtgaz.com

Page 3 sur 12



# Canalisations ne traversant pas le territoire de la commune, mais dont les zones d'effets atteignent ce dernier

Ces ouvrages impactent le territoire uniquement pour les servitudes d'utilité publique d'effets (voir fiche d'information sur les servitudes d'utilité publique d'effets pour la maîtrise de l'urbanisation 11)

Nom Canalisation	DN (-)	PMS (bar)
DN300-1953-FAMECK-MARANGE-SILVANGE (MONTOY MARANGE)	200	67.7
DN300-1953-FAMECK-MARANGE-SILVANGE (MONTOY MARANGE)	300	46
DN300-1953-FAMECK-MARANGE-SILVANGE (MONTOY MARANGE)	300	67.7

DN: Diamètre nominal (sans unité); PMS: Pression Maximale en Service

#### **III. INSTALLATION ANNEXE**

Afin de permettre un fonctionnement de ces ouvrages, dans les meilleures conditions technico-économiques et de sécurité, des installations annexes sont connectées à ces canalisations. Elles sont implantées sur des terrains propriétés de GRTgaz.

Cette installation annexe impacte le territoire uniquement pour les servitudes d'utilité publique d'effets (voir fiche d'information sur les servitudes d'utilité publique d'effets pour la maîtrise de l'urbanisation I1)

<u>Installation annexe non présente sur le territoire de la commune, mais dont les zones d'effets atteignent ce dernier</u>

Nom Installation Annexe
EMP-C-570192 - 57019-AMNEVILLE-01(CI ARCELORMITTAL)

SA au capital de 620 424 930 euros RCS Nanterre 440 117 620 www.grtgaz.com

Page 4 sur 12



# FICHE D'INFORMATION SUR LES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE D'IMPLANTATION et DE PASSAGE SERVITUDES 13

Les ouvrages indiqués dans la fiche de présentation ont été déclarés d'utilité publique.

Des conventions de servitudes amiables sont signées à la pose des ouvrages avec les propriétaires des parcelles traversées.

Dans le cas général, est associée aux ouvrages, une bande de servitude, libre passage (non constructible et non plantable) dont la largeur est précisée dans le tableau ci-dessous :

Nom Canalisation	DN (-)	Largeur de la bande de servitude (m)
DN300-1953-FAMECK-MARANGE-SILVANGE (MONTOY MARANGE)	300	8
DN150-2006-AMNEVILLE-AMNEVILLE (CI ISPAT)	150	6
DN150-2006-AMNEVILLE-AMNEVILLE (CI ISPAT)	200	6
DN150-2006-AMNEVILLE-AMNEVILLE (CI ISPAT)	200	6

Dans cette bande de terrain (zone non aedificandi et non sylvandi) aussi appelée « bande étroite » ou « bande de servitudes fortes », GRTgaz est autorisé à enfouir dans le sol les canalisations avec les accessoires techniques nécessaires à leur exploitation ou leur protection, à construire en limite de parcelle cadastrale les bornes de délimitation et les ouvrages de moins d'un mètre carré de surface nécessaires à leur fonctionnement et à procéder aux enlèvements de toutes plantations, aux abattages, essartages et élagages des arbres et arbustes nécessités pour l'exécution des travaux de pose, de surveillance et de maintenance des canalisations et de leurs accessoires :

Dans cette bande, les constructions, la modification du profil du terrain, les plantations d'arbres ou arbustes potentiellement de plus de 2,7 mètres de hauteur et toutes pratiques culturales dépassant plus de 0,6 mètres de profondeur sont interdites. De même, la pose de branchements en parallèle à nos ouvrages dans la bande de servitude est interdite.

Dans une bande appelée également « bande large » ou « bande de servitudes faibles », dans laquelle est incluse la bande étroite, GRTgaz est autorisé à accéder en tout temps au dit terrain notamment pour l'exécution des travaux nécessaires à la construction, l'exploitation, la maintenance et l'amélioration continue de la sécurité des canalisations. Cette bande peut aller jusqu'à 40 mètres.

## Prises en compte dans les documents d'urbanisme et dans les orientations de développement

En application des articles L.151-43 et L.152-7 ainsi que l'article R.151-51 du Code de l'Urbanisme, ces servitudes d'utilité publique doivent être mentionnées sur la liste des servitudes des documents d'urbanisme et des éléments graphiques associés.

Nous rappelons également que :

- pour les secteurs du PLU relatifs aux Espaces Boisés Classés (existants ou à venir), il est impératif d'exclure de ceux-ci la bande de servitudes fortes.
- selon le Décret n°67-886 du 07/10/1967 et la jurisprudence : "...il est à noter que même lorsqu'elles résultent de conventions amiables, sur tout ou partie de leur tracé, les servitudes sont considérées comme étant d'utilité publique si la canalisation a été déclarée d'intérêt général ou d'utilité publique... Elles doivent donc systématiquement être annexées aux PLU, sans qu'il soit nécessaire de recourir aux formalités légales d'institution des servitudes."

SA au capital de 620 424 930 euros RCS Nanterre 440 117 620 www.grtgaz.com

Page 5 sur 12



# FICHE D'INFORMATION SUR LES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE RELATIVES A LA MAITRISE DE L'URBANISATION SERVITUDE 11

#### Servitudes d'utilité publique d'effets

En application du Code de l'Environnement, chapitre V du Titre V et du Livre V, un arrêté préfectoral n°2016-DLP-BUPE-246 du 21/10/2016 instaure des servitudes d'utilité publique (SUP) d'effets pour la maitrise de l'urbanisation associées aux ouvrages de transport de gaz naturel haute pression.

Les servitudes portent sur les terrains situés à proximité des canalisations et de l'installation annexe jusqu'aux distances figurant dans les tableaux suivants :

Nom Canalisation	DN (-)	PMS (bar)	SUP 1 (m)	SUP 2 (m)	SUP 3 (m)
DN300-1953-FAMECK-MARANGE- SILVANGE (MONTOY MARANGE)	200	67.7	55	5	5
DN300-1953-FAMECK-MARANGE- SILVANGE (MONTOY MARANGE)	300	46	80	5	5
DN150-2006-AMNEVILLE (CI ISPAT)	150	67.7	45	5	5
DN150-2006-AMNEVILLE (CI ISPAT)	200	46	40	5	5
DN300-1953-FAMECK-MARANGE- SILVANGE (MONTOY MARANGE)	300	67.7	95	5	5
DN150-2006-AMNEVILLE (CI ISPAT)	200	67.7	55	5	5
DN300-1953-FAMECK-MARANGE- SILVANGE(MONTOY MARANGE)	300	46	80	5	5

DN : Diamètre nominal (sans unité) ; PMS : Pression Maximale en Service

Nom Installation annexe	SUP 1 (m)	SUP 2 (m)	SUP 3 (m)
EMP-C-570192-57019-AMNEVILLE-01(CI	35	6	6
ARCELORMITTAL)	00		

En application des dispositions de l'article R.555-30 du code de l'environnement, les règles de servitude sont les suivantes :

<u>SUP 1</u>: La délivrance d'un permis de construire relatif à un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes et/ou à un immeuble de grande hauteur, est subordonnée à la fourniture d'une analyse de compatibilité.

Ainsi, cette analyse de compatibilité, mentionnée à l'article R. 431-16 du code de l'urbanisme, doit faire état de la compatibilité du projet de construction ou d'extension de l'ERP ou de l'IGH concerné, avec l'étude de dangers fournie par le gestionnaire de la canalisation (CERFA N° 15016\*01 : Formulaire de demande des éléments utiles de l'étude de dangers d'une canalisation de transport en vue d'analyser la compatibilité d'un projet d'établissement recevant du public (ERP) ou d'un projet d'immeuble de grande hauteur (IGH) avec cette canalisation).

La procédure d'analyse de la compatibilité de la construction ou de l'extension de l'ERP ou de l'IGH avec la canalisation est conduite en amont du dépôt de la demande du permis de construire. Il appartient en effet au demandeur d'obtenir les avis requis au titre de cette procédure. L'analyse de compatibilité jointe à la demande de permis de construire doit ainsi être accompagnée de l'avis favorable du transporteur. Cet avis peut être favorable sous réserve de réalisation de mesures de protection de la canalisation à la charge du pétitionnaire.

SA au capital de 620 424 930 euros RCS Nanterre 440 117 620 www.ortgaz.com

Page 6 sur 12



En cas d'avis défavorable du transporteur, l'avis favorable du préfet rendu au vu de l'expertise mentionnée au III de l'article R555-31 du code de l'environnement sera requis.

L'analyse de compatibilité est établie conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 5 mars 2014.

L'article R.555-31 du code de l'environnement précise que : « Lorsque l'analyse de compatibilité prévoit des mesures particulières de protection de la canalisation, le maire ne peut autoriser l'ouverture de l'établissement recevant du public ou l'occupation de l'immeuble de grande hauteur qu'après réception d'un certificat de vérification de leur mise en place effective fourni par le transporteur concerné »

<u>SUP 2</u>: Est interdite l'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 300 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur.

<u>SUP 3</u>: Est interdite l'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur.

En application des dispositions de l'article R.555-30-1 du Code de l'environnement, le maire doit informer GRTgaz de toute demande de permis de construire, de certificat d'urbanisme opérationnel ou de permis d'aménager concernant un projet situé dans la SUP1.

GRTgaz conseille d'étendre cette pratique à tout projet de travaux relevant d'une simple déclaration préalable dès lors qu'il prévoit une extension de construction ou des terrassements en direction d'un ouvrage GRTgaz, afin de détecter une éventuelle incompatibilité avant l'envoi par le responsable de projet des DT-DICT imposées par le code de l'environnement (Livre V – Titre V – Chapitre IV).

Il en va de même pour les autorisations de travaux, au titre des articles R.122-22 et R.123-22 du code de la construction et de l'habitation.

# Prise en compte dans les documents d'urbanisme et dans les orientations de développement

En application des articles L.151-43 et L.152-7 ainsi que l'article R.151-51 du Code de l'Urbanisme, ces servitudes d'utilité publique doivent être mentionnées sur la liste des servitudes des documents d'urbanisme et des éléments graphiques associés. La SUP 1 doit également apparaître dans les documents graphiques du règlement des zones U, AU, A et N en application de l'article R.151-34 du code de l'urbanisme.

GRTgaz s'efforce de faire le maximum pour garantir la sécurité de ses ouvrages en choisissant des tracés limitant l'impact potentiel de la canalisation sur son environnement.

GRTgaz ne souhaite donc pas, dans ces zones de servitudes d'utilité publique d'effets, donner un avis favorable à la réalisation de projets d'urbanisme, qu'il conviendra d'éloigner autant que possible des ouvrages ci-dessus visés.

En complément de l'effet direct de ces servitudes d'utilité publique d'effets sur les ERP et IGH, il conviendra de veiller à toute évolution en matière d'urbanisme afin de limiter l'exposition des riverains aux risques résiduels occasionnés par les canalisations.

En effet, l'article L.101-2 du code de l'urbanisme précise que « l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre [...] l'équilibre entre [...] la prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ».

Aussi, l'attention doit être attirée sur les risques potentiels que présentent les ouvrages et inciter à la vigilance en matière de maîtrise de l'urbanisation dans ces zones. Les projets de rénovation, de développement urbain et autres orientations d'aménagements doivent être cohérents avec cette préoccupation et si possible privilégier des zones non impactées par nos ouvrages.

Ainsi, il convient d'éviter la création de zone à urbaniser dans les SUP des ouvrages GRTgaz et la densification des zones déjà ouvertes à l'urbanisation.

Cette préoccupation globale doit être intégrée dans la réflexion de l'évolution du territoire et retranscrite dans les documents d'urbanisme, notamment dans le rapport de présentation, le règlement et le PADD.

SA au capital de 620 424 930 euros RCS Nanterre 440 117 620 www.grtgaz.com

Page 7 sur 12



# Implantation d'Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE) à proximité de nos ouvrages

Dans le cadre de l'instruction d'un permis de construire pour une ICPE, le Maître d'ouvrage de l'ICPE doit tenir compte, notamment dans l'Etude de Dangers, de l'existence des ouvrages de transport de gaz et prévoir toutes dispositions afin qu'un incident ou un accident au sein de l'ICPE n'ait pas d'impact sur les ouvrages GRTgaz.

SA au capital de 620 424 930 euros RCS Nanterre 440 117 620 www.grtgaz.com

Page 8 sur 12



# FICHE DE RAPPEL DE LA REGLEMENTATION ANTI-ENDOMMAGEMENT

Les collectivités territoriales sont un acteur clé de la prévention de l'endommagement des réseaux lors de travaux et peuvent être concernées à plusieurs titres, notamment :

- exploitant de réseaux en propre ;
- maître d'ouvrage lorsque vous avez des projets de travaux ;
- exécutant de travaux lorsque vos services techniques entreprennent eux-mêmes la réalisation de travaux.

Pour plus d'information sur cette réglementation, merci de consulter le site internet du guichet unique des réseaux : www.reseaux-et-canalisations.gouv.fr

Il est également à noter que chaque mairie doit fournir un accès internet au guichet unique des réseaux, ou tenir à disposition de ses administrés qui n'auraient pas de connexion internet, une liste exhaustive et les coordonnées des exploitants d'ouvrages implantés sur son territoire (service offert par le guichet unique sur demande de la mairie).

Plus particulièrement, le Code de l'Environnement – Livre V – Titre V – Chapitre IV impose à tout responsable d'un projet de travaux, sur le domaine public comme dans les propriétés privées, de consulter le Guichet Unique des réseaux (téléservice www.reseaux-et-canalisations.gouv.fr) afin de prendre connaissance des noms et adresses des exploitants de réseaux présents à proximité de son projet, puis de leur adresser une Déclaration de projet de Travaux (DT).

Les exécutants de travaux doivent également consulter le Guichet Unique des réseaux et adresser aux exploitants s'étant déclarés concernés par le projet une Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (DICT).

Conformément à l'article R.554-26 du Code de l'Environnement, lorsque le nom de GRTgaz est indiqué en réponse à la consultation du Guichet Unique des réseaux, les travaux ne peuvent être entrepris tant que GRTgaz n'a pas répondu à la DICT.

SA au capital de 620 424 930 euros RCS Nanterre 440 117 620 www.grtgaz.com

Page 9 sur 12



# FICHE D'AIDE A L'INTEGRATION DES OUVRAGES DE TRANSPORT DE GAZ NATUREL DANS LES DIFFÉRENTES PIÈCES DU PLU(I)

Le transport de gaz, d'hydrocarbures et de produits chimiques par canalisation est indispensable à l'approvisionnement énergétique de notre pays et à son développement économique. Il est reconnu comme le mode de transport le plus sûr et de moindre impact pour l'environnement. Il nécessite toutefois des précautions particulières en matière d'urbanisme afin de limiter l'exposition des riverains aux risques résiduels occasionnés par les canalisations.

Au travers des textes réglementaires, des dispositions visant à garantir l'exploitation et la sécurité des ouvrages de transport de gaz naturel et à maitriser l'urbanisation à proximité de ces mêmes ouvrages existent et doivent être prises en compte dans les réflexions et documents d'urbanisme.

En effet, c'est à l'occasion de l'évolution des documents d'urbanisme, que doivent être intégrés les éléments relatifs à nos ouvrages de manière à concilier les enjeux de densification urbaine et de sécurité pour les personnes et les biens (articles L.101-2, L.151-43 et L.152-7 du Code de l'Urbanisme). Cette intégration doit intervenir à plusieurs niveaux dans le PLU(i).

Rapport de Présentation	
a présence des ouvrages GRTgaz doit être signalée dans les parties faisant référence aux risq echnologiques (risque lié au transport de matières dangereuses) avec le rappel des Servitudes d'Ut ublique (SUP), notamment les SUP d'implantation et de passage et les SUP d'effets pour la maîtrise urbanisation.	tilité
es moyens mis en œuvre pour tenir compte de ce risque dans le choix de développement doivent égalent tre exposés.	nent
Plan d'Aménagement et de Développement Durable	
serait utile de rappeler de veiller à ne pas développer de programmes d'habitat, d'espaces ou équipeme ublics à proximité des ouvrages de transport de gaz naturel haute pression.	ents

Les projets de rénovation, de développement urbain et autres orientations d'aménagements doivent être cohérents avec cette préoccupation et si possible privilégier des zones non impactées par nos ouvrages. Dans l'hypothèse d'OAP et/ou d'emplacement réservé impactés par les SUP d'effets pour la maitrise de l'urbanisation associées à nos ouvrages, des incompatibilités peuvent exister et un dispositif particulier peut être prescrit pour améliorer la sécurité.

Orientations d'Aménagement et de Programmation et Emplacements Réservés

Il sera donc nécessaire de consulter GRTgaz dès l'émergence du projet.

Nous vous rappelons que GRTgaz ne souhaite pas se prononcer de manière favorable à la réalisation de projets d'urbanisme dans les SUP associées à ses ouvrages. Il conviendra d'éloigner autant que possible tout projet des ouvrages impactant le territoire de la commune ou de l'intercommunalité.

SA au capital de 620 424 930 euros RCS Nanterre 440 117 620 www.grtgaz.com

Page 10 sur 12

# Annexe 68 : Caractérisation des canalisations de transport de gaz naturel exploitées par GRT Gaz et de leurs bandes de servitudes d'utilité publique sur la commune de Gandrange

Nom de la commune	Code Insee	Nom du Transporteur	Adresse du Transporteur
Gandrange	57242	GRT gaz	24 Quai Sainte Catherine 54042 Nancy Cedex

## Tableaux des caractéristiques :

Dans les tableaux ci-dessous :

- PMS : Pression Maximale de Service de la canalisation
- DN : Diamètre Nominal de la canalisation.
- Distances S.U.P (SUP1, SUP2, SUP3): Distances en mètres de part et d'autre de la canalisation définissant les limites des zones concernées par les servitudes d'utilité publique.

En cas d'écart entre les valeurs des distances SUP figurant dans les tableaux cidessous et la représentation cartographique des SUP telle qu'annexée au présent arrêté, les valeurs des tableaux font foi, appliquées au tracé réel des canalisations concernées.

# Ouvrages traversant la commune :

Nom de la Canalisation	PMS	DN	Longueur (m)	Implantation	SUP1	SUP2	SUP3
DN150-2006-AMNEVILLE-AMNEVILLE(CI	67,7	150	8,1	enterre	45	5	5
ISPAT)							
DN150-2006-AMNEVILLE-AMNEVILLE(CI	46	200	1,5	enterre	40	5	5
ISPAT)							
DN150-2006-AMNEVILLE-AMNEVILLE(CI	67,7	200	0,5	enterre	55	5	5
ISPAT)							
DN300-1953-FAMECK-MARANGE-	46	300	2350,8	enterre	80	5	5
SILVANGE(MONTOY MARANGE)							

NOTA 1: Si la SUP1 du tracé adjacent enterré est plus large que celle d'un tronçon aérien, c'est elle qui doit être prise en compte au droit du tronçon aérien.

NOTA 2 : La longueur mentionnée correspond à la longueur de la canalisation traversant la commune impactée. Elle est arrondie au décimètre.

# Ouvrages ne traversant pas la commune, mais dont les zones d'effets atteignent cette dernière :

Nom de la Canalisation	PMS	DN	Longueur (m)	Implantation	SUP1	SUP2	SUP3
DN300-1953-FAMECK-MARANGE-	67,7	200	0	enterre	55	5	5
SILVANGE(MONTOY MARANGE)							
DN300-1953-FAMECK-MARANGE-	46	300	0	enterre	80	5	5
SILVANGE(MONTOY MARANGE)							

DN300-1953-FAMECK-MARANGE-	67,7	300	0	enterre	95	5	5
SILVANGE(MONTOY MARANGE)							

NOTA 1: Si la SUP1 du tracé adjacent enterré est plus large que celle d'un tronçon aérien, c'est elle qui doit être prise en compte au droit du tronçon aérien.

NOTA 2 : La longueur mentionnée correspond à la longueur de la canalisation traversant la commune impactée. Elle est arrondie au décimètre.

# <u>Installations annexes situées sur la commune :</u>

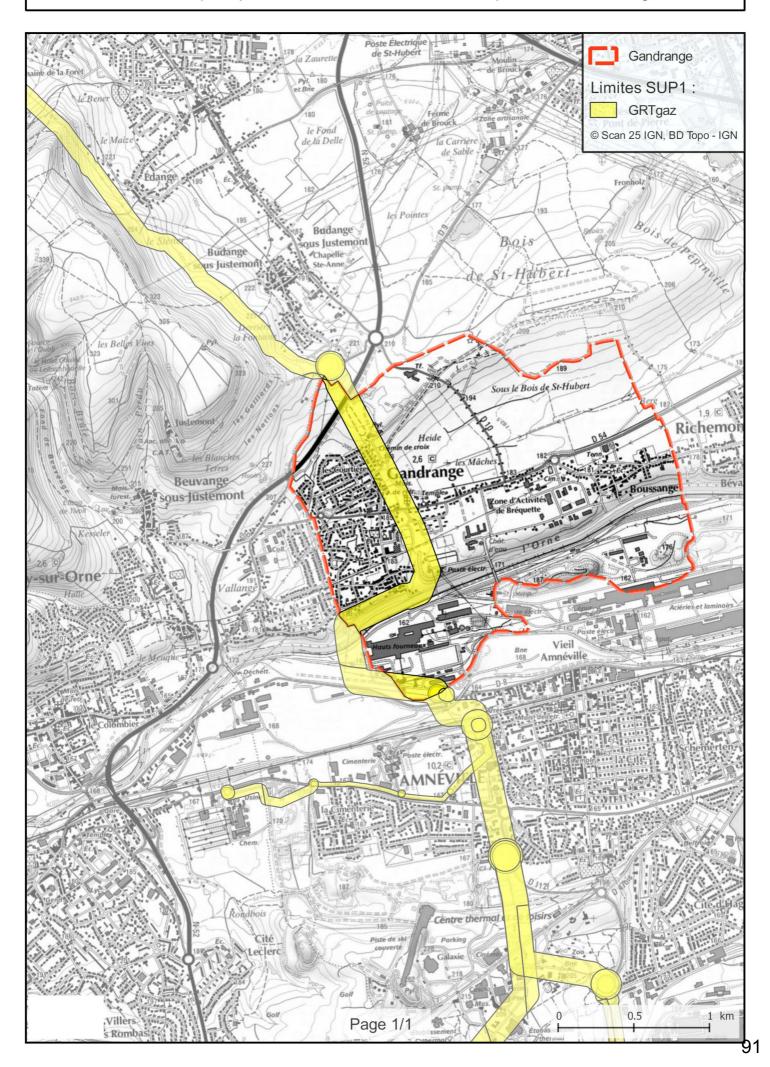
Néant

NOTA: Si la SUP1 du tracé adjacent est plus large que celle de l'installation annexe, c'est elle qui doit être prise en compte au droit de l'installation annexe.

# <u>Installations annexes non situées sur la commune, mais dont les zones d'effets atteignent cette dernière :</u>

Nom de l'installation	SUP1	SUP2	SUP3
EMP-C-570192	35	6	6

NOTA : Si la SUP1 du tracé adjacent est plus large que celle de l'installation annexe, c'est elle qui doit être prise en compte au droit de l'installation annexe.



# Annexe 16: Caractérisation des canalisations de distribution de gaz exploitées par GRDF et de leurs bandes de servitudes d'utilité publique sur la commune de Gandrange

Nom de la commune	Code Insee	Nom du Transporteur	Adresse du Transporteur
Gandrange	57242	GRDF - MOA - Etudes de	10 viaduc Kennedy - 54000 NANCY
		danger	

# Tableaux des caractéristiques :

Dans les tableaux ci-dessous :

- PMS : Pression Maximale de Service de la canalisation
- DN : Diamètre Nominal de la canalisation.
- Distances S.U.P (SUP1, SUP2, SUP3) : Distances en mètres de part et d'autre de la canalisation définissant les limites des zones concernées par les servitudes d'utilité publique.

En cas d'écart entre les valeurs des distances SUP figurant dans les tableaux ci-dessous et la représentation cartographique des SUP telle qu'annexée au présent arrêté, les valeurs des tableaux font foi, appliquées au tracé réel des canalisations concernées.

NOTA 1 : Si la SUP1 du tracé adjacent enterré est plus large que celle d'un tronçon aérien, c'est elle qui doit être prise en compte au droit du tronçon aérien.

NOTA 2 : La longueur mentionnée correspond à la longueur de la canalisation traversant la commune impactée. Elle est arrondie au décimètre.

NOTA 3 : Si la SUP1 du tracé adjacent est plus large que celle de l'installation annexe, c'est elle qui doit être prise en compte au droit de l'installation annexe.

# Ouvrages traversant la commune :

Nom de la Canalisation	PMS	DN	Longueur (m)	Implantation	SUP1	SUP2	SUP3
GRDF DN250	25	250	536,4	Enterré	40	5	5

# Ouvrages ne traversant pas la commune, mais dont les zones d'effets atteignent cette dernière :

Nom de la Canalisation	PMS	DN	Longueur (m)	Implantation	SUP1	SUP2	SUP3
GRDF DN250	25	250	0	Enterré	40	5	5

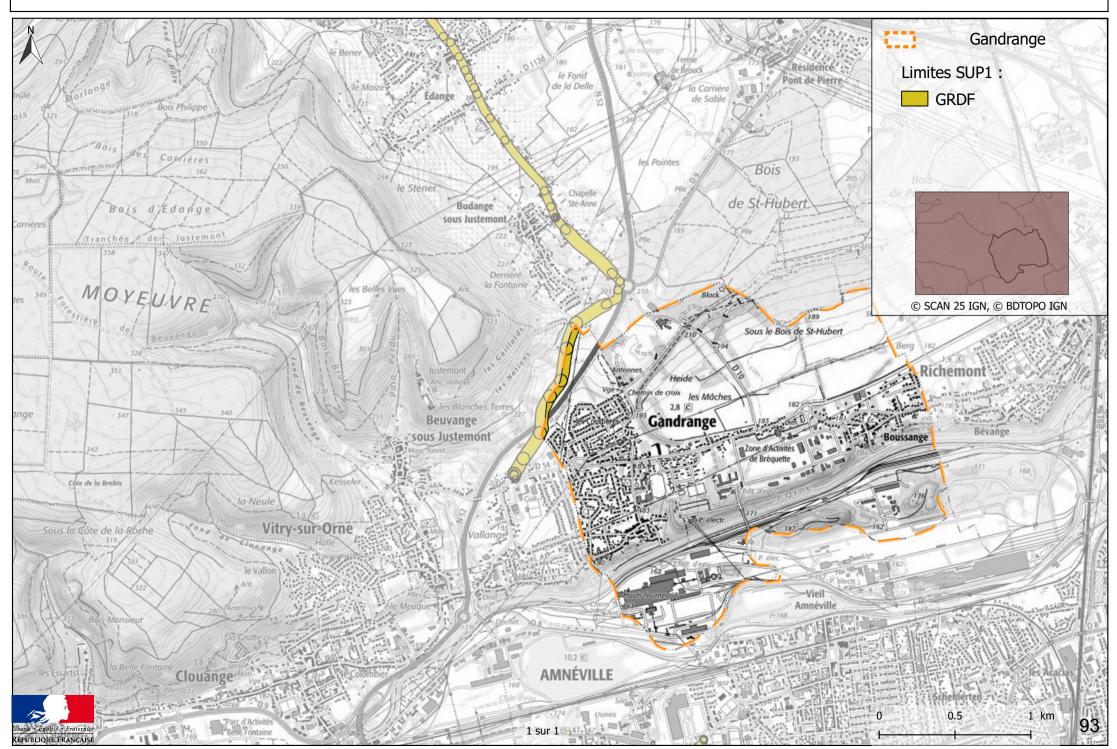
# Installations annexes situées sur la commune :

Néant

<u>Installations annexes non situées sur la commune, mais dont les zones d'effets atteignent cette dernière :</u>

Néant

# Servitudes d'utilité publique autour des canalisations de transport de matières dangereuses





### PRÉFET DE LA MOSELLE

Préfecture
Direction de la Coordination
et de l'Appui Territorial

# ARRETE n° 2017 DCAT/BEPE- 213 du 20 DEC. 201/

Instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport d'hydrocarbures propriété de l'Etat ayant comme transporteur le SNOI et opérées par TRAPIL-ODC sur le territoire du département de la Moselle

#### LE PREFET DE LA MOSELLE CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 555-16, R. 555-30 et R. 555-31; Vu le code de l'urbanisme notamment ses articles L.101-2, L.132-1, L.132-2, L.151-1 et suivants, L.153-60, L.161-1 et suivants, L.163-10, R.431-16;

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles R. 122-22 et R.123-46 ; Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté préfectoral DCL n°2017-A-116 du 30 octobre 2017 portant délégation de signature en faveur de Monsieur Alain CARTON, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

Vu l'arrêté du 5 mars 2014 définissant les modalités d'application du chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement et portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques ;

Vu la révision quinquennale de l'étude de dangers du transporteur transmise à la mission de contrôle technique des oléoducs de la défense par bordereau n° 020-15 du 10 juillet 2015 ;

Vu le courrier du Service des Essences des Armées n°003624 en date du 16 octobre 2015 prenant acte de cette étude ;

Vu le rapport n°2008/01 du GESIP, édition de janvier 2014, « Guide méthodologique pour la réalisation d'une étude de dangers concernant une canalisation de transport (hydrocarbures liquides ou liquéfiés, gaz naturel ou assimilé et produits chimiques » ;

Vu le rapport de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Grand Est, en date du 11 octobre 2017 ;

Vu l'avis émis par le Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de la Moselle le 18 décembre 2017 ;

Considérant que les canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques, en service à la date de l'entrée en vigueur des articles R. 555-1 et suivants du code de l'environnement, doivent faire l'objet d'institution de servitudes d'utilité publique relatives à la maîtrise de l'urbanisation en raison des dangers et des inconvénients qu'elles présentent;

1

Considérant que selon l'article L. 555-16 du code de l'environnement, les périmètres à l'intérieur desquels les dispositions en matière de maîtrise de l'urbanisation s'appliquent sont déterminés par les risques susceptibles d'être créés par une canalisation de transport en service, notamment les risques d'incendie, d'explosion ou d'émanation de produits toxiques, menaçant gravement la santé ou la sécurité des personnes.

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle

## **ARRÊTE**

Article 1:

Des servitudes d'utilité publique sont instituées dans les zones d'effets générées par les phénomènes dangereux susceptibles de se produire sur les canalisations de transport d'hydrocarbures propriété de l'État, ayant comme transporteur le Service National des Oléoducs Interalliés (SNOI), service du MTES-DGEC et opérées par TRAPIL-ODC sur le territoire du département de la Moselle.

Pour chaque commune du département de la Moselle concernée, ces servitudes d'utilité publique sont établies conformément aux distances figurant dans les tableaux et sur les cartes présentes dans l'annexe associée à la commune.

Article 2 : Définition des servitudes d'utilité publique

Les servitudes d'utilité publique sont centrées sur le tracé des canalisations et ont des largeurs de demi-bande, de part et d'autre de la canalisation, telles que définies dans les annexes du présent arrêté.

Seules les distances SUP1 sont reproduites dans la carte annexée au présent arrêté. Les restrictions supplémentaires fixées par l'article 3 pour les projets d'urbanisme dont l'emprise atteint les SUP 2 ou 3 sont mises en œuvre dans le cadre de l'instruction de l'analyse de compatibilité obligatoire pour tout projet dont l'emprise atteint la SUP 1.

Les démarches effectuées dans le cadre de l'analyse de compatibilité sont réalisées par le maître d'ouvrage auprès du transporteur le SNOI par l'intermédiaire de son opérateur TRAPIL - ODC dont les coordonnées sont les suivantes :

TRAPIL - ODC
22 B route de Demigny
Champforgeuil
CS 30081
71103 CHALON-SUR-SAÔNE Cedex

Article 3 : Définition des servitudes d'utilité publiques et maîtrise de l'urbanisation

Conformément à l'article R. 555-30 b) du code de l'environnement, les servitudes sont les suivantes, en fonction des zones d'effets :

<u>Servitude SUP1</u>, correspondant à la zone d'effets létaux (PEL) du phénomène dangereux de référence majorant au sens de l'article R. 555-39 du code de l'environnement :

La délivrance d'un permis de construire relatif à un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou à un immeuble de grande hauteur est subordonnée à la fourniture d'une analyse de compatibilité ayant reçu l'avis favorable du transporteur ou, en cas d'avis défavorable du transporteur, l'avis favorable du Préfet rendu au vu de l'expertise mentionnée au III de l'article R. 555-31 du code de l'environnement.

L'analyse de compatibilité est établie conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 5 mars 2014 susvisé.

<u>Servitude SUP2</u>, correspondant à la zone d'effets létaux (PEL) du phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R. 555-39 du code de l'environnement :

L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 300 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.

Servitude SUP3, correspondant à la zone d'effets létaux significatifs (ELS) du phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R. 555-39 du code de l'environnement :

2

L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.

Article 4: Information du transporteur

Conformément à l'article R. 555-46 du code de l'environnement, le maire informe le transporteur de tout permis de construire ou certificat d'urbanisme (d'information ou opérationnel) délivré dans l'une des zones définies à l'article 3.

Article 5 : Enregistrement des servitudes

Les servitudes instituées par le présent arrêté sont annexées aux plans locaux d'urbanisme et aux cartes communales des communes concernées conformément aux articles L.151-43, L.153-60, L.161-1 et L163-10 du code de l'urbanisme.

Article 6: Publication

En application du R. 555-53 du code de l'environnement, le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et sur le site internet de la Préfecture de la Moselle.

Pour chaque commune concernée, le corps de l'arrêté ainsi que l'annexe associée à la commune seront adressés au maire de la commune ou au président de l'EPCI concerné le cas échéant.

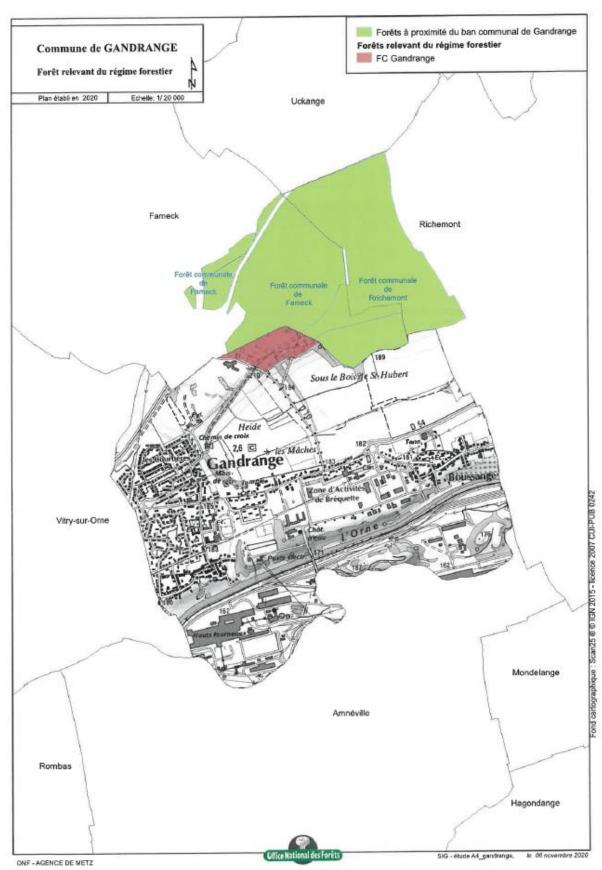
En cas de modification de l'arrêté concernant un nombre restreint de communes, pour chaque commune concernées, le corps de l'arrêté ainsi que l'annexe associée à la commune seront adressés au maire.

Article 7 : Cet arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 8: Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle, Messieurs les présidents des établissements publics compétents, Mesdames et Messieurs les maires des communes concernées, Monsieur le Directeur Départemental des Territoires de la Moselle, Madame la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Grand Est sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée au directeur du SNOI ainsi qu'au directeur de TRAPIL-ODC.

> Fait à Metz, le 20 DEC. 2017 Le Préfet Pour le Préfet. Le Secrétaire Général,

# 14-Forêts relevant du régime forestier



Plan des forêts relevant du régime forestier sur le ban communal de GANDRANGE (Source : ONF)

# 15-Secteur d'information des sols



Préfecture
Direction de la Coordination
et de l'Appui Territorial
Bureau des Enquêtes Publiques
Et de l'Environnement

#### ARRÊTÉ

n° 2019-DCAT/BEPE- 17 du

1 : 119 200

portant création d'un secteur d'information sur les sols sur le site "Train à fil de Rombas" à Amnéville et Gandrange.

#### LE PREFET DE LA MOSELLE CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR

Vu le code de l'environnement, parties législative et réglementaire et notamment ses articles L.556-2, L. 125-6 et L.125-7, R. 125-41 à R.125-47 ;

Vu l'article 173 de la loi 11° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, dite loi ALUR, qui prévoit l'élaboration de Secteurs d'Information sur les Sols (SIS) ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

**Vu** le décret n°2015-1353 du 26 octobre 2015 relatif aux articles L.125-6 et L.125-7 du code de l'Environnement précisant les modalités de mise en œuvre des SIS ;

Vu l'arrêté DCL n° 2018-A-16 du 10 avril 2018 portant délégation de signature en faveur de Monsieur Olivier DELCAYROU, Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle ;

Vu le rapport de la DREAL GRAND EST du 9 janvier 2019 proposant la création de SIS dans le département de la Moselle ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2018-DCAT-BEPE-90 du 3 mai 2018 portant organisation de la consultation pour l'établissement des Secteurs d'Information sur les Sols (SIS) dans le département de la Moselle ;

Vu la consultation des communes et des EPCI du 22 mai au 21 novembre 2018 inclus ;

Vu l'information des propriétaires concernés par les projets de création de secteurs d'information sur les sols par courrier;

Vu les observations du public recueillies entre le 1<sup>er</sup> juin et le 30 juillet 2018 :

Considérant que les activités exercées sur le site "Train à fil de Rombas" sont à l'origine de pollution des milieux ;

Considérant qu'il convient de formaliser les informations détenues par l'État sur la pollution des sols afin de prévenir durablement tout risque pour l'environnement ou la santé des utilisateurs du site et que des études et travaux appropriés soient mis en œuvre en cas de changement d'usage des sols ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Moselle,

#### ARRÊTE

#### Article 1:

Conformément à l'article R. 125-45 du Code de l'environnement, le Secteur d'Information sur les Sols suivant est créé sur les communes de Amnéville et Gandrange:

« Train à fil de Rombas» n°57SIS04402.

Ce Secteur d'Information sur les Sols est annexé au présent arrêté.

#### Article 2:

Le Secteur d'Information sur les Sols défini par le présent arrêté est annexé au Plan Local d'Urbanisme ou au document d'urbanisme des communes de Amnéville et Gandrange.

#### Article 3:

Conformément à l'article R. 125-46 du code de l'environnement, le présent arrêté est notifié aux maires de Amnéville et Gandrange et au Président de la Communauté de Communes ORNE MOSELLE et de la Communauté de Communes RIVES DE MOSELLE.

Il est affiché pendant un mois aux mairies de Amnéville et Gandrange et au siège de la Communauté de Communes ORNE MOSELLE et de la Communauté de Communes RIVES DE MOSELLE.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs du département de la Moselle.

Le Secteur d'Information sur les Sols mentionné à l'article 1 est publié sur le site internet <a href="http://www.georisques.gouv.fr">http://www.georisques.gouv.fr</a> et sur le site internet de la préfecture de la Moselle, en suivant le lien suivant : <a href="www.moselle.gouv.fr">www.moselle.gouv.fr</a> — accueil — publications — publicité légale installations classées et hors installations classées — Secteurs d'information sur les sols

#### Article 4:

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de STRASBOURG dans un délai de deux mois à compter de la dernière mesure de publicité.

Le recours peut également être déposé par voie dématérialisée via l'application « Télérecours citoyens » depuis le site <a href="http://www.telerecours.fr/">http://www.telerecours.fr/</a>.

#### Article 5:

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle, les maires de Amnéville et Gandrange, le Président de la Communauté de Communes ORNE MOSELLE et de la Communauté de Communes RIVES DE MOSELLE, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à titre d'information à Monsieur le Sous-Préfet de Thionville, au président de la chambre départementale des notaires.

Fait à METZ, le

Le Préfet, Pour le Préfet, Le Secrétaire Général,

Olivier DÉLCAYROU



## Secteur d'information sur les Sols (SIS)

#### Identification

Identifiant 57SIS04402

Nom usuel Train à fil de Rombas

Adresse Rue de la République

Lieu-dit

Département MOSELLE - 57

Commune principale AMNEVILLE - 57019

Autre(s) commune(s) GANDRANGE - 57242

Caractéristiques du SIS La société SOGEPASS, dont l'ayant-droit est ARCELORMITTAL

France, a exercé sur ce site des activités sidérurgiques (exploitation d'un train à fil). Ces activités étaient de nature à être soumises à autorisation au titre de la législation sur les Installations Classées pour

la Protection de l'Environnement et ont cessé en 1987.

Etat technique Site sous surveillance après diagnostic, pas de travaux complets de

réhabilitation dans l'immédiat

Observations Les études réalisées en 2000 et 2001 ont mis en évidence la

présence de déchets résiduels (boues grasses noires, poussières grises) et de contaminations des sols en polluants organiques (hydrocarbures aromatiques polycycliques, hydrocarbures totaux),

cyanures et métaux (plomb).

#### Références aux inventaires

Organisme	Base	Identifiant	Lien
Administration - DREAL	Base BASOL	57.0082	http://basol.developpement-durable.gouv.fr/fiche.php ?page=1&index_sp=57,0082

#### Sélection du SIS

Statut Consultable

Critère de sélection Terrains concernés à risques avérés

Commentaires sur la sélection

## Caractéristiques géométriques générales

Coordonnées du centroïde 928471.0, 6911682.0 (Lambert 93)

Superficie totale 207052 m<sup>2</sup>

Perimètre total 5207 m

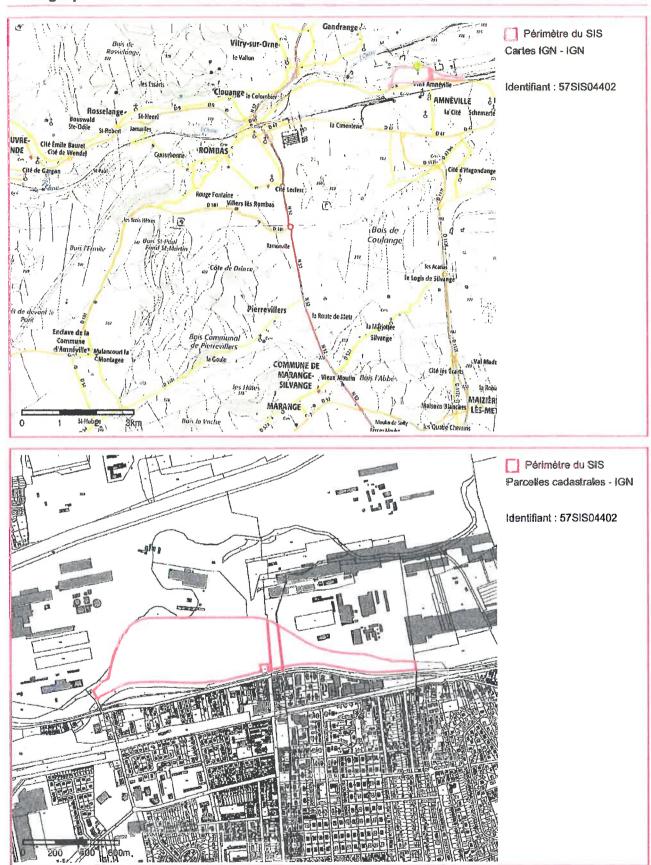
Vu pour être annexé à l'arrêté n°2019 DCAT-BEPE- 1 the du 1 3 FCV 2019 Le Préfet,
Pour le Préfet
Le secrétaire Général

# Liste parcellaire cadastral

Date de vérification du parcellaire

Commune	Section	Parcelle	Date génération
AMNEVILLE	04	175	24/08/2017
AMNEVILLE	04	150	24/08/2017
AMNEVILLE	04	176	24/08/2017
GANDRANGE	04	129	24/08/2017
GANDRANGE	04	98	24/08/2017
AMNEVILLE	17	29	24/08/2017
AMNEVILLE	17	30	24/08/2017
AMNEVILLE	17	13	24/08/2017
AMNEVILLE	17	22	24/08/2017
Documents			

# Cartographie



# 16-Taxe d'Aménagement

DÉPARTEMENT DE LA MOSELLE VILLE DE GANDRANGE

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du mercredi 28 septembre 2011

Sous la présidence d'Henri OCTAVE, Maire.

ARRONDISSEMENT

DE THIONVILLE

NOMBRE DE CONSEILLERS ÉLUS:

CONSEILLERS EN FONCTION:

CONSEILLERS PRÉSENTS

\_ 17 \_

Mesdames et Messieurs ABIZA, BATTISTI, BIGOT (à partir du point 14), CINO, GACHET, GUNZLE, HAUS, JALABERT, JUNG, MILAZZO (à partir du point 5), MILLET, NAKIELNY, NOLD, OLIVERI (à partir du point 18), PHAN DINH, SZUTTA (à partir du point 6)

M. BIGOT a donné procuration à Mme HAUS M. GERARD a donné procuration à M. OCTAVE Mme OLIVERI a donné procuration à M. NAKIELNY M. RITZ a donné procuration à M. JUNG M. SZUTTA a donné procuration à Mme MILLET M. ZAGOROWSKI a donné procuration Mme GUNZLE

Date d'envoi de la convocation : 22 septembre 2011

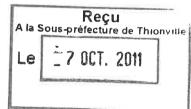
# Objet : réforme de la fiscalité de l'aménagement : Mise en place de la Taxe d'Aménagement (TA)

La loi de finances du 29 décembre 2011 a introduit la Taxe d'Aménagement, qui a vocation à se substituer à la Taxe Locale de l'Equipement (TLE), la Taxe Départementale des Conseils d'Architecture et d'Environnement (TDCAUE) et à la Taxe Départementale des Espaces Naturels et Sensibles (TDENS). Elle sera appliquée aux permis de construire ou déclarations préalable de travaux déposés à partir du 1er mars 2012. Les anciennes taxes d'urbanisme seront totalement supprimées en janvier 2015.

**VU** le code de l'urbanisme et notamment ses articles L331-1 et suivants,

CONSIDERANT que la part communale de la taxe d'aménagement est instituée de plein droit dans la communes à PLU,

Le Conseil Municipal, Sur proposition de Monsieur Henri OCTAVE, Maire, Après en avoir délibéré, A la majorité (1 abstention : M. PHAN DINH)



**DECIDE** d'instituer le taux de 2,5 % sur l'ensemble du territoire communal

La présente délibération est valable pour une durée d'un an reconductible.

Fait et délibéré à Gandrange, les jour, mois et an susdits. Tous les conseillers présents ont signé au registre.

> POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME drange, le 29 septembre 2011

Le Maire,

Henri OCTAVE.

REÇU EN PREFECTURE

le 28/09/2022

Application agréée E-legalite.com

9 DE-057-215702424-20220920-20220920 DE

DÉPARTEMENT DE LA MOSELLE

ARRONDISSEMENT DE

THIONVILLE

**CONSEILLERS ÉLUŞ** 

- 23 -

**CONSEILLERS EN FONCTION** 

- 23-

**CONSEILLERS PRÉSENTS** 

- 18 -

Date d'envoi de la convocation : 15 septembre 2022

#### VILLE DE GANDRANGE

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du mardi 20 septembre 2022

A 20h00, à l'Espace Culturel Daniel Balavoine

Sous la présidence d'Henri OCTAVE, Maire Secrétaire de séance : Bernadette MICHELENA

Membres présents :

Mesdames et Messieurs P. BIGOT, Q. BIGOT, FERRO, FREMERY, GOUTTES, G. HAMMEN, R. HAMMEN, KULL-GOBESSI, LOMBARDO, MAGANDOUX, MANGONI, MATHEIS, METZINGER, MICHELENA, PREAUX, SZUTTA, THOMAE

Membres représentés par procuration :

M. LISI a donné procuration à M. SZUTTA M. M. OCTAVE a donné procuration à M. P. BIGOT M. RANGONI a donné procuration à M. Q. BIGOT Mme ROSSI a donné procuration à M. MANGONI

Membre absent excusé :

M. CINO

Objet : modification du taux de la taxe d'aménagement (TA)

4

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L331-1 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil Municipal adoptée le 28 septembre 2011 instituant la taxe d'aménagement sur l'ensemble du territoire communal au taux de 2.5 %,

Le Conseil Municipal, Après en avoir délibéré, A l'unanimité,

Décide de fixer sur l'ensemble du territoire communal un taux à 4 %.

Ce taux sera revu quand sera connu le taux résiduel déterminant le montant du produit de cette taxe à reverser à la communauté de communes RIVES DE MOSELLE conformément à l'article 109 de la loi de finances pour 2022 et dont les conditions de reversement ne sont pas encore définies.

La présente délibération est valable un an reconductible. Elle est transmise au service de l'Etat chargé de l'urbanisme dans le Département

Fait à Gandrange, les jour, mois et an susdits Pour extrait certifié conforme,

Gandrange, le 21 septembre 2022,

Le Maire,

Henri OCTAVE